



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités et de la santé

Direction Générale de la Cohésion Sociale

Service des politiques sociales et médico-sociales  
Sous-direction de l'enfance et de la famille  
Bureau de la protection des personnes  
Personne chargée du dossier : Séverine PECHARD  
Tél. : 01 40 56 82 48  
Mél. : [severine.pechard@social.gouv.fr](mailto:severine.pechard@social.gouv.fr)

Service des politiques d'appui  
Sous-direction des affaires financières  
et de la modernisation  
Bureau des budgets et de la  
performance  
Personne chargée du dossier : Evelyne GONFIER  
Tél. 01 53 86 10 64  
Mél. : [evelyne.gonfier@social.gouv.fr](mailto:evelyne.gonfier@social.gouv.fr)

Bureau de la gouvernance du secteur  
social et médico-social  
Personne chargée du dossier : Marc RAYNAUD  
Tél : 01 40 56 86 73  
Mél : [Marc.raynaud@social.gouv.fr](mailto:Marc.raynaud@social.gouv.fr)

La ministre des solidarités et de la santé

à

Madame et Messieurs les préfets de région

copie à :

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la  
jeunesse, des sports et de la cohésion sociale  
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et  
départementaux de la jeunesse, des sports et de la  
cohésion sociale  
Mesdames et Messieurs les directeurs de la jeunesse,  
des sports et de la cohésion sociale outre mer

INSTRUCTION N° DGCS/2A/5A/5C/2018/219 du 20 septembre 2018 relative aux orientations de l'exercice 2018 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales

**Date d'application** : Immédiate

**NOR** : SSAA1825635J

**Classement thématique** : protection des personnes

**Visée par le SG-MCAS le 25/09/2018**

**Publiée au BO** : oui

**Déposée sur le site <http://circulaire.legifrance.gouv.fr>** : oui

**Catégorie :**

Directives adressées par la ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

**Résumé :** La présente instruction rappelle les modalités de financement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) et fixe les orientations relatives à l'examen des budgets prévisionnels 2018 de ces services.

**Mots-clés :** Financement. Taux directeurs. Budgets prévisionnels. Dotations globales de financement.

**Textes de référence :**

Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-4, L.361-1, L.361-2, R.314-193-1 et R.314-193-3

Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs

Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance

Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L. 271-8 et L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement social personnalisé

Décret n° 2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure d'accompagnement judiciaire

Décret n° 2010-1404 du 12 novembre 2010 fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Décret n° 2011-936 du 1er août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs

Décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles

Arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs

**Annexes :**

Annexe 1 : Fiche sur la réforme du système de participation

Annexe 2 : Bilan de l'exercice 2017

Annexe 3 : Montants retenus par région de la participation des personnes pour fixer les dotations régionales limitatives

Annexe 4 : Montants prévisionnels des dotations régionales limitatives 2018 pour les SMJPM

Annexe 5: Modalités de calcul, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux services délégués aux prestations familiales

Annexe 6 : Valeur des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Annexe 7 : Valeur des indicateurs des services délégués aux prestations familiales (SDPF)

Annexe 8 : Tableau de calcul de la DGF des SDPF par financeur public.

La présente instruction définit le cadre de la campagne budgétaire 2018 des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) ; elle s'inscrit dans la poursuite de l'effort de convergence tarifaire engagé depuis 2009 visant à réduire les disparités entre les services d'activité comparable objectivée par les indicateurs réglementaires.

**En ce qui concerne les SMJPM**, elle précise les paramètres qui ont permis de déterminer les dotations régionales limitatives (DRL) et rappelle les orientations relatives à la fixation de leurs dotations globales de financement (DGF).

**Pour 2018, les montants de ces dotations sont impactés par la réforme du système de participation prévue dans la loi de finances initiale 2018** (programme 304 - action 16). Le décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et l'arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs ont été pris en application de cette mesure. Ces textes ne réforment pas uniquement le barème de participation mais l'ensemble du système de participation afin de se conformer notamment à la décision du Conseil d'Etat du 4 février 2011 qui a précisé que la participation de la personne ne peut être supérieure au coût de la mesure.

Ainsi, le décret et l'arrêté :

- fixent des coûts de référence des mesures de protection en fonction d'indicateurs communs
- modifient le barème de participation
- précisent que la participation de la personne protégée ne peut pas excéder le coût de sa mesure et que les coûts de référence des mesures constituent les montants plafonds de participation financière des personnes protégées

L'annexe 1 présente précisément le nouveau dispositif mis en place par ces deux textes.

Ainsi, pour 2018, les ressources dédiées aux dépenses de protection des majeurs de l'Etat (services mandataires et mandataires individuels), imputées sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » au sein de l'action 16 diminuent de 0,4%. En effet, en augmentant le rendement du système de participation, cette réforme a pour conséquence de modifier dans le financement total des services la répartition entre la participation des personnes et le financement public. Pour autant, cette modification ne signifie pas une diminution des moyens alloués puisque le rendement supplémentaire du système de participation permet de fixer un taux d'évolution des budgets des services mandataires plus conforme avec la réalité des besoins et leur évolution. Toutefois, pour 2018, la parution tardive du décret réformant le barème de participation ne permettra pas de prendre en compte intégralement ce taux dans la détermination des budgets.

**S'agissant des SDPF**, pour lesquels aucune DRL n'est fixée puisque l'Etat est chargé uniquement de leur tarification (leur financement étant assuré par les organismes de sécurité sociale), l'instruction rappelle les modalités de cette tarification (voir 2.2.) et la nécessité d'allouer les ressources dans une logique de réduction des écarts entre les services, à l'instar des SMJPM. Au 31/12/2017, le nombre de mesures prises en charge par les SDPF était de 15 000.

## **1. MODALITES DE DETERMINATION DES DOTATIONS REGIONALES LIMITATIVES DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS AU NIVEAU NATIONAL**

### **1-1. Orientations 2018**

Le montant alloué aux SMJPM en loi de finances pour 2018 est décliné au niveau régional en dotations régionales limitatives, leur montant prévisionnel est présenté en annexe 4, l'arrêté fixant les DRL paraîtra début octobre 2018. Cette parution tardive est liée à l'entrée en vigueur de la réforme du système de participation au 1<sup>er</sup> septembre 2018 et à la nécessité de permettre aux SMPJM de transmettre de nouvelles propositions budgétaires tenant compte du nouveau barème au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Les montants des DRL 2018 ont été déterminés en tenant compte de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services et de la réforme du système de participation. Par ailleurs, ont été retirés des DRL les crédits qui, en 2017, ont continué à être versés dans le cadre de la DRL pour financer l'information et le soutien aux tuteurs familiaux (voir point 1-3).

L'indicateur utilisé pour déterminer les DRL est celui relatif à la **valeur du point service** qui permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.

Au regard de ces éléments, les DRL 2018 ont été calculées en tenant compte des données et critères suivants :

- **le budget autorisé en 2017**
- **les recettes en atténuation** et plus spécifiquement la participation des personnes. Pour 2018, l'estimation de celle-ci tient compte de l'entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 de la réforme du barème de participation. Cette estimation a été réalisée à partir des données transmises lors de l'enquête de février 2018 sur le bilan 2017 de la campagne budgétaire et les indicateurs. Vous trouverez en annexe 3 un tableau indiquant l'estimation de la participation des personnes en année pleine pour chaque région avec l'ancien barème et le nouveau système de participation (nouveau barème et plafonnement de la participation au coût de la mesure). Ce montant ne comprend pas les autres recettes en atténuation.
- **des mesures nouvelles accordées à hauteur de 1,4 % au niveau national.** Afin de poursuivre la politique de convergence tarifaire engagée depuis 2009, ces mesures nouvelles ont été allouées dans l'objectif de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. L'évolution des DRL tient donc compte des disparités entre services, mesurées par la valeur du point service, et permet ainsi une modulation positive des dotations pour les services dont les valeurs du point service 2016 et 2017 sont inférieures à 13 et des mesures d'économie pour les services dont les valeurs du point service 2016 et 2017 sont supérieures à 15. Pour les autres services ayant une valeur du point service 2016 et 2017 se situant entre 13 et 15, les progressions des dotations sont fonction de l'évolution de l'activité et de son impact sur la valeur du point service mais doivent être limitées à 1,4 % en moyenne ;
- la quote-part de l'Etat fixée au niveau national qui correspond à **99,7% du montant des DGF des services. Le reste de la DRL (0,3%) est financé par le conseil départemental. Cette répartition du financement entre l'Etat et le département est prévue au I de l'article L 361-1 du CASF.** Cet article dispose que la dotation globale des SMJPM est « à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'Etat pour le solde ».

## **1-2. Impact de la réforme du système de participation sur le financement des SMJPM et sur les montants des dotations régionales limitatives**

La réforme du système de participation ne modifie pas les modalités de financement des services mandataires qui continuent à être financés sous forme de dotation globale. La différence avec le dispositif antérieur est, d'une part, la modification des taux de participation et d'autre part, l'application du plafonnement de la participation financière des personnes protégées au coût de leur mesure. En effet, le nouveau dispositif fixe des coûts des mesures de protection en fonction d'indicateurs permettant de plafonner la participation des personnes au coût de la mesure. Ainsi, la grille de coût des mesures de protection sert uniquement à plafonner la participation des personnes et non à déterminer le niveau de financement de l'activité des services. Le total des participations financières des personnes protégées est déduit du montant global du budget des services et la différence est versée par les financeurs publics.

Les montants des dotations régionales limitatives sont donc impactés par cette réforme puisque celle-ci a pour conséquence de modifier dans le financement total la répartition entre le financement public et la participation de la personne. Ainsi, si votre DRL est en baisse, celle-ci n'est pas liée à une diminution des moyens alloués aux services mandataires mais à une diminution de la part du financement public puisque la DRL est le résultat de la différence entre le budget des services et les recettes en atténuation principalement la participation des personnes

### **1-3. Information et soutien aux tuteurs familiaux et impact sur les DRL**

Dans le cadre de la loi de finances 2017, des crédits à hauteur de 3 M€ avaient été obtenus pour financer la mise en place de l'information et du soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) en complément des actions déjà mises en œuvre et financées dans le cadre des dotations globales de financement (DGF) des services.

L'instruction N° DGCS/2A/5A/5C/2017/182 du 3 juillet 2017 relative aux orientations de l'exercice 2017 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales précisait qu'à compter de 2017, le financement de l'ISTF devait se faire sous forme de subvention. Il s'avère qu'en 2017 certaines de ces actions ont continué à être financées dans le cadre des DGF des services.

Par conséquent, pour 2018, l'ensemble des actions mises en œuvre doivent être financées sous forme de subvention.

Ainsi, les crédits alloués en 2018 pour financer l'ISTF comprennent :

- La reconduction des crédits délégués en 2017 qui ont déjà fait l'objet d'une délégation
- Les montants qui ont été retirés des DGF en 2017 et versés sous forme de subvention
- Les montants qui ont continué à être alloués en 2017 dans le cadre des DGF et qui devront être versés sous forme de subvention en 2018.

Pour les services qui ont continué à percevoir en 2017 des crédits dans le cadre de la DGF, vous devrez :

- retirer de leur budget le montant affecté à l'ISTF
- déduire de la DGF le montant alloué pour ce dispositif
- inscrire le montant du financement Etat dans Chorus à la ligne « Information et soutien aux tuteurs familiaux ».

La délégation complémentaire sera effectuée en septembre 2018.

### **1-4. Poursuite du développement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens**

Comme pour les années passées, il est important que la dynamique de développement des contrats d'objectifs et de moyens (CPOM) se poursuive sur le secteur notamment dans le but d'accompagner le gestionnaire dans une démarche stratégique.

En effet, le CPOM est un outil permettant de moderniser le dialogue entre les pouvoirs publics et les ESSMS en fixant des objectifs de qualité, d'efficacité et de performance, en contrepartie de perspectives pluriannuelles sur le financement des établissements. Il sert en outre de vecteur de simplification et de souplesse pour la tarification et renforce le dialogue avec le gestionnaire.

Le CPOM constitue un levier de mise en œuvre des objectifs des différents schémas élaborés localement et ainsi, il constitue l'instrument privilégié de déclinaison de la priorité nationale et territoriale dans le domaine d'intervention de la personne morale gestionnaire. Il est l'occasion de mettre en cohérence les objectifs du gestionnaire et de ses structures avec les priorités de politiques publiques établies notamment dans les documents de programmation régionaux et/ou départementaux.

Des outils construits pour le secteur médico-social sont susceptibles de vous aider dans le cadre de vos procédures de contractualisation, il s'agit :

- du guide de l'ANESM « ESSMS : VALORISEZ LES RÉSULTATS DE VOS ÉVALUATIONS<sup>1</sup> ».: Ce guide à destination des directions d'établissements et services a pour but de les aider à construire le plan d'amélioration continue de la qualité à la suite des évaluations internes et externes ;
- du guide de l'ANAP<sup>2</sup> pour accompagner les autorités en charge du déploiement des CPOM en élaborant des outils en leur direction afin de favoriser la contractualisation.

D'une manière plus générale, la dynamique CPOM fait l'objet d'une nouvelle impulsion de la part des pouvoirs publics sur le secteur médico-social avec l'article 58 de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et l'article 75 de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale.

### **1-5. Points de vigilance**

Il paraît utile de rappeler à l'ensemble des services tarificateurs l'attention particulière qu'il convient d'avoir au moment de l'examen des budgets sur le niveau de trésorerie des services, la mise en œuvre des contrôles internes de dépenses, la qualité de la gestion des biens des majeurs, les modalités des évaluations externes et la pertinence des politiques d'investissement des services. L'ensemble de ces éléments constituent d'ailleurs des thématiques prioritaires dans le cadre de l'élaboration d'objectifs partagés intégrés aux CPOM.

## **2- MODALITES DE DETERMINATION DES DOTATIONS GLOBALES DE FONCTIONNEMENT AU NIVEAU REGIONAL DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS ET DES SERVICES DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES**

### **2-1. La tarification des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

#### **2-1.1. Critères de détermination de la DGF des SMJPM**

Il est rappelé que les SMJPM sont financés sous forme de dotation globale de fonctionnement, déterminée à l'issue d'une procédure budgétaire contradictoire qui dure 60 jours à compter de la date de publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives. Pour déterminer le montant de la DGF allouée à chaque service sur la base de ses propositions budgétaires, vous devez tenir compte, d'une part, des orientations budgétaires (2.1.1.1) et, d'autre part, des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs du secteur (2.1.1.2.)

##### 2-1.1.1. Les orientations budgétaires

Pour la campagne 2018, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 1.1.

Vous devrez vous inscrire dans le cadre d'une démarche de comparaison entre services à prestations et services rendus identiques en vue d'une harmonisation des coûts.

Afin de respecter au niveau national l'enveloppe allouée dans le cadre de la loi de finances 2018, vous pourrez accorder **des mesures nouvelles en tenant compte de l'objectif de convergence**

<sup>1</sup> [http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/WEB\\_GUIDE\\_EVALUATION\\_SUITE\\_A5\\_091216.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/WEB_GUIDE_EVALUATION_SUITE_A5_091216.pdf)

<sup>2</sup> <http://www.anap.fr/publications-et-outils/outils/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-kit-doutils/>

rappelé au 1 de la présente instruction et dans la limite de votre dotation régionale limitative. Les mesures nouvelles (ex : moyens supplémentaires en terme de personnel) seront réservées aux services dont les valeurs du point service 2016 et 2017 sont inférieures à 13. Celles accordées aux services dont les valeurs du point service 2016 et 2017 se situent entre 13 et 15 devront être limitées à 1,4 % en moyenne. Enfin, des mesures d'économies devront s'appliquer aux services dont les valeurs du point service 2016 et 2017 sont supérieures à 15.

#### 2-1.1.2. Indicateurs

Vous trouverez en annexe 5 la présentation des 12 indicateurs applicables. Les valeurs nationales, régionales et départementales pour 2016, 2017 et 2018 de ces différents indicateurs sont présentées en annexe 6 pour les SMJPM.

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit vous permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

L'utilisation des indicateurs s'inscrit donc pleinement dans la logique de la procédure budgétaire contradictoire et favorise le dialogue entre le financeur et le gestionnaire sur la base d'éléments objectifs. Elle consolide la motivation de vos modifications des propositions budgétaires en cas de contentieux tarifaire.

Les modalités d'utilisation des indicateurs que vous souhaitez mettre en œuvre doivent être précisées dans le rapport d'orientation budgétaire mentionné au 5° de l'article R.314-22 du CASF.

#### **2.1.2. La répartition de la DGF entre l'Etat et le conseil départemental et la notification de la décision d'autorisation budgétaire**

En application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux départements concernés en application du I de l'article L. 361-1.

#### **2.1.3. Les dispositions transitoires prévues par le décret relatives aux campagnes budgétaires 2018 et 2019**

Le décret prévoit des dispositions transitoires pour les campagnes budgétaires 2018 et 2019 en raison du retard de publication des textes :

- **pour la campagne budgétaire 2018** : Les services mandataires ont transmis au plus tard le 31 octobre 2017 leurs propositions budgétaires pour la campagne budgétaire 2018. A cette date, ils n'étaient pas en mesure de prendre en compte le nouveau système de participation. Ainsi, le décret prévoit que les services mandataires transmettent au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2018 leurs propositions budgétaires modifiées afin de prendre en compte le nouveau barème de participation. Le texte prévoit également l'application de la procédure de tarification d'office si les propositions budgétaires n'ont pas été transmises dans le délai.
- **pour la campagne budgétaire 2019** : l'entrée en vigueur de la réforme du barème le 1<sup>er</sup> septembre 2018 a pour conséquence de faire débiter la campagne budgétaire 2018 début octobre avec un terme (durée de la campagne : 60 jours) après la date limite de dépôt (31 octobre 2018) des propositions budgétaires pour 2019. Afin d'éviter de transmettre les nouvelles propositions budgétaires avant de connaître le budget alloué en 2018, le décret prévoit un report de la date de transmission des propositions budgétaires ainsi que des documents permettant de calculer les indicateurs au plus tard le 15 janvier 2019.

#### **2-2. La tarification des services délégués aux prestations familiales**

Les services DPF ne sont pas financés par l'Etat mais celui-ci est chargé de leur tarification. Leur procédure budgétaire débute à compter de la publication de l'arrêté qui fixe les DRL pour les SMJPM, comme l'arrêté le précise lui-même.

### **2-2.1. Critères de détermination de la DGF des SDPF**

La détermination de la dotation globale de financement des SDPF doit se faire dans le cadre de la poursuite de la politique de convergence tarifaire.

Ainsi, vous devez tenir compte notamment pour déterminer les dotations globales des SDPF des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs notamment la valeur du point service des services DPF (cf. annexe 7). Les mesures nouvelles seront accordées dans un souci de réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés.

Je vous invite enfin à mettre en place des dialogues de gestion avec les SDPF, en associant la CAF, le principal financeur et ce afin de débattre de leurs propositions budgétaires.

Par ailleurs, je vous demande d'examiner avec attention les avis portés sur les budgets prévisionnels par les autres organismes financeurs<sup>3</sup>, transmis dans le cadre de la procédure budgétaire.

### **2-2.2. Répartition de la DGF et notification de la décision d'autorisation budgétaire**

La répartition du financement entre financeurs publics est fonction des revenus prévus à l'article 375-9-1 du code civil. Le II de l'article R 314-193-3 du CASF précise, quant à lui, que l'arrêté de tarification fixe la DGF en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions budgétaires.

**Par conséquent, pour 2018, la répartition à prendre en compte pour déterminer la quote-part de chaque financeur est celle au 31/12/2016.**

Vous trouverez cette répartition à la page 13 du document « activité-indicateurs » SDPF. Il vous suffit pour chaque service d'indiquer le montant de la DGF prévu par l'arrêté de tarification dans la cellule prévue à cet effet et vous obtenez le calcul pour chaque financeur public. Si des modifications de la quote-part sont intervenues suite aux vérifications effectuées par les autres financeurs publics, vous reporterez les chiffres corrigés dans l'annexe 8.

Enfin, en application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-4 du CASF qui versent une quote-part de la DGF.

### **2-3. Cas des organismes gestionnaires ayant un SMJPM et un SDPF**

Certains organismes gestionnaires ont à la fois un SMJPM et un SDPF. Si cette situation se présente, vous veillerez à mener les vérifications nécessaires dans les budgets de chacun des services relatives à :

- la répartition des personnels d'intervention entre l'activité tutélaire réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs ;
- la répartition des autres personnels ;
- la ventilation des personnels administratifs et des charges communes entre l'activité tutélaire réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs protégés de même qu'entre les mesures administratives et les mesures judiciaires ;

---

<sup>3</sup> CAF et MSA

- la bonne affectation des amortissements à l'activité correspondante.

Les services de la DGCS se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout élément d'information complémentaire dont vous auriez besoin.

Pour la ministre, et par délégation,

La cheffe de service,  
Adjointe au Directeur général de la cohésion  
sociale

*Signé*

Cécile Tagliana

**Annexe 1**  
**La réforme du système de participation des personnes**  
**au financement de leur mesure de protection**

Le décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et l'arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs sont pris en application d'une mesure prévue dans la loi de finances 2018 qui modifie le barème de participation des personnes au financement de leur mesure.

La mise en oeuvre de cette mesure nécessitait de réformer l'ensemble du système de participation financière des majeurs protégés (pas seulement le barème) car plusieurs dispositions réglementaires en vigueur ne respectent pas la jurisprudence administrative et certains principes prévus dans la loi du 5 mars 2007. Ainsi, les textes actuels imposent que la rémunération des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) doit être déterminée selon des modalités de calcul et des indicateurs communs et le Conseil d'Etat a rappelé dans une décision du 4 février 2011 que la participation financière de la personne protégée ne peut être supérieure au coût de sa mesure. Or, actuellement seuls les textes applicables aux mandataires individuels respectent ce dernier principe.

Afin de prendre en compte ces différents éléments, le décret et l'arrêté :

- fixent des coûts de référence des mesures de protection en fonction d'indicateurs communs (article R. 471-5 et R. 471-5-1 du CASF) ;
- modifient le barème de participation (article R. 471-5-3) : le nouveau barème supprime la franchise (exonération de participation sur la tranche 0-AAH quel que soit le niveau de revenus des personnes), mais maintient l'exonération totale des personnes dont le niveau de ressources n'excède pas le montant de l'AAH ; de plus, les taux de participation appliqués aux tranches du barème sont augmentés ;
- précisent que la participation de la personne protégée ne peut pas excéder le coût de sa mesure et que les coûts de référence des mesures constituent les montants plafonds de participation financière des personnes protégées (article R. 471-5 et R. 471-5-1) ;
- modifient certaines dispositions applicables aux mandataires individuels, en simplifiant certains aspects relatifs à la tarification et au financement et en précisant que leur rémunération (tarifs déterminés à partir d'indicateurs) correspond au coût des mesures de protection ; ces coûts constituent les montants plafonds de participation financière des personnes protégées, quel que soit le mandataire qui en exerce la mesure (article R. 472-8).

Sont ainsi présentés ci-dessous :

- la grille des coûts des mesures de protection
- le nouveau système de participation
- les conséquences du nouveau système sur le financement des services MJPM.
- Les dispositions transitoires relatives notamment à la campagne budgétaire

**1- Une grille des coûts des mesures de protection en fonction d'indicateurs**

**1-1 Les indicateurs permettant de déterminer le coût des mesures de protection**

Les articles R. 471-5 et R. 471-5-1 du décret précisent les principes applicables au système de participation financière des majeurs protégés, notamment ceux déterminant le coût des mesures de protection.

Ainsi, le coût des mesures de protection est déterminé en fonction d'indicateurs communs à l'ensemble des MJPM et la participation des personnes est plafonnée au coût de leur mesure.

**Afin de déterminer les coûts des mesures de protection, il a été décidé de reprendre les tarifs applicables aux mandataires individuels tout en simplifiant certains indicateurs** afin de ne pas complexifier le système de participation financière.

En effet, le dispositif actuel de financement des mandataires individuels fait varier le tarif de référence en fonction de 4 indicateurs : la nature de la mesure, le lieu de vie de la personne (domicile ou établissement), la période d'exercice (ouverture/fermeture ou gestion courante de la mesure) et le niveau de ressources des personnes. Un tel dispositif aboutit à une multiplicité de tarifs et donc de coûts de référence des mesures de protection.

Afin de simplifier le dispositif, le système réformé :

- **supprime l'indicateur « période d'exercice »** qui complexifiait le dispositif ;
- **maintient l'indicateur « lieu de vie »** : cet indicateur est important car il prend en compte la différence de charge de travail pour un MJPM selon que la personne protégée vit à son domicile ou est hébergée dans un établissement ;
- **simplifie les indicateurs « nature de la mesure »** en fusionnant certaines mesures ;
- **maintient l'indicateur « ressources »** : il repose sur le principe selon lequel plus le niveau de ressources de la personne est élevé, plus la charge de travail est lourde (gestion de plusieurs biens/consistance du patrimoine) et donc plus le coût de la mesure est important. Il est toutefois proposé de le simplifier en diminuant le nombre de tranches (10 au lieu de 11).

Le nouvel article **R. 471-5-1** du CASF prévu par le décret précise **les indicateurs permettant de déterminer le coût des mesures** de protection :

- **La nature des missions ou de la mesure : 3 catégories de mesure**
  - o 1<sup>ère</sup> catégorie : curatelle renforcée - mesure d'accompagnement judiciaire - mandat spécial - curatelle renforcée aux biens ou à la personne
  - o 2<sup>ème</sup> catégorie : tutelle - tutelle aux biens ou à la personne
  - o 3<sup>ème</sup> catégorie : curatelle simple - subrogé tuteur ou curateur (aux biens ou à la personne)
- **Le lieu de vie de la personne : 2 situations se présentent :**
  - o En établissement
  - o A domicile ou en établissement avec conservation de son logement
- **Le niveau de ressources et de patrimoine de la personne** : le texte prévoit 10 tranches de revenus et pour chaque tranche un taux de majoration est fixé.

## **1-2 Le calcul du coût des mesures de protection en fonction des indicateurs**

**Les modalités de calcul du coût des mesures en fonction des indicateurs sont prévues par l'arrêté.** Ainsi, le coût de la mesure est calculé en multipliant un coût de référence fixé à 142,95 € par les taux

prévus pour les 3 indicateurs mentionnés ci-dessus. **L'application des coefficients de majoration ou minoration est cumulative.**

La formule de calcul déterminant le coût de la mesure est la suivante :

**C = (CR x (1+A) x (1+B) x (1+C))** où C est le coût de la mesure, CR le coût de référence et A, B, et C les taux correspondant à chacun des 3 indicateurs précités.

Le coût de référence (142,95 €) au regard des indicateurs prévus par le décret correspond au coût d'une mesure pour une personne qui :

- est sous curatelle renforcée (biens et/ou personne), mesure d'accompagnement judiciaire ou mandat spécial (indicateur nature des missions)
- vit à son domicile ou en établissement avec conservation de son logement (indicateur lieu de vie de la personne protégée),
- a un niveau de ressources et de patrimoine inférieur ou égal au SMIC (indicateur niveau de ressources et de patrimoine).

La formule de calcul se réfère donc à ce coût de référence auquel sont appliqués ensuite les taux correspondant à la situation de la personne protégée (majorant ou minorant ce coût de référence). **Le résultat de l'application de la formule constitue donc le coût de la mesure de protection correspondant à la situation de la personne protégée et plafonnant sa participation financière.** Il constitue également pour les mandataires individuels le montant de la rémunération de la mesure (tarif applicable).

Le tableau suivant présente les différents coûts au regard des indicateurs :

Indicateur niveau de ressources		Indicateur Nature mesure et lieu de vie					
		Curatelle renforcée-MAJ-sauvegarde-curatelle renforcée aux biens ou à la personne		Tutelle - tutelle aux biens ou à la personne		Curatelle simple-subrogé tuteur ou curateur (aux biens ou à la personne)	
		Domicile ou étab avec conservation du domicile	Etablissement	Domicile ou étab avec conservation du domicile	Etablissement	Domicile ou étab avec conservation du domicile	Etablissement
Tranches de revenus	coefficients	0%	-20%	-10%	-20%	-50%	-20%
[ 0 -SMIC ]	0%	142,95	114,36	128,66	102,92	71,48	57,18
] SMIC-1,4 SMIC]	17%	167,25	133,80	150,53	120,42	83,63	66,90
] 1,4 SMIC-1,6 SMIC]	30%	185,84	148,67	167,25	133,80	92,92	74,33
] 1,6 SMIC - 1,8 SMIC]	55%	221,57	177,26	199,42	159,53	110,79	88,63
] 1,8 SMIC-2 SMIC]	85%	264,46	211,57	238,01	190,41	132,23	105,78
] 2 SMIC-2,2 SMIC]	120%	314,49	251,59	283,04	226,43	157,25	125,80
] 2,2 SMIC-2,6 SMIC]	150%	357,38	285,90	321,64	257,31	178,69	142,95
]2,6 SMIC-3 SMIC]	160%	371,67	297,34	334,50	267,60	185,84	148,67
]3 SMIC-4,5 SMIC]	190%	414,56	331,64	373,10	298,48	207,28	165,82
> 4,5 SMIC	240%	486,03	388,82	437,43	349,94	243,02	194,41

## 2- Le nouveau système de participation

Le décret modifie le barème de participation et fixe le principe de plafonnement de la participation au coût de la mesure.

## 2-1- Le nouveau barème de participation (articles R. 471-5-2 et R.471-5-3)

Le décret précise que la participation de la personne au financement du coût de sa mesure est calculée en fonction de ses ressources, de l'assiette et du barème de participation.

L'article R. 471-5-2 du CASF précise l'assiette des ressources soumises à participation financière, l'article R. 471-5-3 fixe le barème de participation et le nouvel article R.471-5 reprend les modalités de versement de la participation financière de la personne avec deux modifications.

Sur ce dernier point, le décret prévoit deux modifications relatives à la régularisation du montant de la participation financière. Il s'agit :

- du délai d'ajustement du montant de la participation en cas d'indisponibilité temporaire de certains revenus de la personne (au III de l'article) : il n'est désormais possible que dans le délai de neuf mois (précédemment, l'année de référence majorée de trois mois), afin d'éviter les disparités sur le territoire ;
- de la suppression de la possibilité de calculer, en cas d'augmentation ou de diminution importante de revenus de la personne protégée, la participation sur les ressources N au lieu de N-2. Cette disposition était très complexe à mettre en œuvre et peu utilisée.

**Concernant l'assiette des ressources, elle a été modifiée à la marge.** Une précision a été ajoutée pour la prise en compte de la valeur locative de la résidence principale de la personne protégée. Elle n'est pas prise en compte lorsque la résidence principale est occupée par l'intéressé, son conjoint, son concubin ou la personne avec qui il a conclu un pacte civil de solidarité, ses enfants ;

**Enfin, la modification principale concerne le barème de participation.** Ainsi, le barème actuel de participation prévoit :

- Une « franchise » pour la tranche de revenus dont les montants sont inférieurs ou égaux à l'AAH : ainsi, quel que soit le niveau de revenu de la personne, le prélèvement n'intervient que sur la part des revenus supérieure au montant de l'AAH (donc exonération totale pour les personnes dont le niveau de revenu n'excède pas le montant de l'AAH)
- Un plafonnement du prélèvement à un niveau de ressources équivalent à 6 SMIC
- Trois tranches de revenus soumises à prélèvement avec des taux progressifs sur les deux premières et un taux dégressif sur la dernière.

Les taux actuels de participation selon les tranches de revenus sont les suivants :

Tranches de revenus	Barème actuel
0-AAH	0%
AAH-SMIC	7%
SMIC-2,5 SMIC	15%
2,5 SMIC-6 SMIC	2%

**Le nouveau barème** (article R. 471-5-3) prévoit :

- **Le maintien de l'exonération totale des personnes dont les ressources n'excèdent pas le montant de l'AAH** (correspond au montant de l'AAH en N-2 puis N-1 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019)
- **La suppression de la franchise pour la tranche 0€-AAH pour les personnes dont le niveau de ressources est supérieur à l'AAH** : actuellement, quel que soit le niveau de ressources des personnes protégées, aucun prélèvement n'est effectué sur cette tranche. Avec la suppression de la franchise, les personnes ayant un niveau de ressources supérieur à l'AAH participeront à hauteur de **0,6%** sur la tranche 0€ -AAH.
- **La modification des taux de participation** :
  - o Pour les personnes ayant un niveau de ressources inférieur ou égal à AAH : taux inchangé, soit 0%
  - o Pour les personnes ayant un niveau de ressources supérieur à l'AAH :
    - 0,6% au lieu de 0% sur la tranche 0 €- AAH
    - 8,5% au lieu de 7% sur la tranche AAH - SMIC
    - 20% au lieu de 15% sur la tranche SMIC – 2,5 SMIC
    - 3% au lieu de 2% sur la tranche 2,5 SMIC- 6 SMIC.

Niveau de ressources des personnes		Taux de participation
Personnes ayant un niveau de ressources inférieur ou égal à AAH		Exonération de participation
Personnes ayant un niveau de ressources supérieur à l'AAH	0-AAH	0,6%
	]AAH-SMIC]	8,5%
	]SMIC-2,5 SMIC]	20,0%
	]2,5 SMIC-6 SMIC]	3,0%

Les montants à prendre en compte pour déterminer les tranches du barème sont les montants annuels de l'AAH et du SMIC (article R.471-5-3 du CASF). Par conséquent, pour l'AAH, le montant tient compte des revalorisations intervenues en cours d'année.

Ainsi pour 2018, le montant à prendre en compte correspond au montant annuel de l'AAH en 2016 soit : 807,65 x3 (montant de l'AAH du 1/01 au 31/03/2016) et 808,46 € x 9 (montant de l'AAH du 1/04 au 31/12/2016), soit 9699,09 €.

## **2-2 Le principe du plafonnement de la participation au coût de la mesure et son impact sur le financement des services mandataires**

Le Conseil d'Etat dans sa décision du 4 février 2011 a précisé que la participation financière de la personne protégée ne pouvait pas être supérieure au coût de sa mesure. Le décret prend donc en compte ce principe (article R. 471-5 du CASF).

L'application de cette exigence nécessite, dans un premier temps, de calculer le coût de la mesure correspondant à la situation de la personne (nature de la mesure, lieu de vie et niveau de ressources et de patrimoine) et, dans un second temps, de calculer le montant de sa participation.

Deux situations peuvent se présenter:

- Si le montant de la participation (calculé à partir du barème) est supérieur au coût de la mesure, il est plafonné à ce coût ;
- Si le montant de la participation est inférieur au coût de la mesure, il est prélevé intégralement.

Le tableau suivant présente, selon le niveau de ressources de la personne, le calcul du montant de sa participation issu de l'application du barème, le tarif/coût applicable et le montant effectivement payé par la personne protégée (plafonnement au coût de la mesure).

Niveau de ressources annuel de la personne		Nouveau barème : 0,6%-8,5%-20%-3%				
		Ensemble des MJPM				
		Montant de la participation issu de l'application du barème	Cas d'une personne sous tutelle en établissement		Cas d'une personne sous curatelle renforcée à domicile (tarif le plus élevé)	
			Tarif applicable	Participation plafonnée au tarif	Tarif applicable	Participation plafonnée au tarif
Entre 0 et AAH	4 849,5 €	0,0 €	102,9 €	0,0 €	142,95 €	0,0 €
AAH	9 699,1 €	4,8 €	102,9 €	4,8 €	142,95 €	4,8 €
entre AAH et SMIC	13 649,3 €	32,8 €	102,9 €	32,8 €	142,95 €	32,8 €
SMIC	17 599,4 €	60,8 €	102,9 €	60,8 €	142,95 €	60,8 €
1,1 SMIC	19 359,4 €	90,1 €	120,4 €	90,1 €	167,25 €	90,1 €
1,3 SMIC	22 879,3 €	148,8 €	120,4 €	120,4 €	167,25 €	148,8 €
1,5 SMIC	26 399,2 €	207,5 €	133,8 €	133,8 €	185,84 €	185,8 €
1,6 SMIC	28 159,1 €	236,8 €	133,8 €	133,8 €	185,84 €	185,8 €
1,8 SMIC	31 679,0 €	295,5 €	159,5 €	159,5 €	221,57 €	221,6 €
2 SMIC	35 198,9 €	354,1 €	190,4 €	190,4 €	264,46 €	264,5 €
2,2 SMIC	38 718,8 €	412,8 €	226,4 €	226,4 €	314,49 €	314,5 €
2,5 SMIC	43 998,6 €	500,8 €	257,3 €	257,3 €	357,38 €	357,4 €
3 SMIC	52 798,3 €	522,8 €	267,6 €	267,6 €	371,67 €	371,7 €
4 SMIC	70 397,8 €	566,8 €	298,5 €	298,5 €	414,56 €	414,6 €
5 SMIC	87 997,2 €	610,8 €	349,9 €	349,9 €	486,03 €	486,0 €
6 SMIC	105 596,6 €	654,8 €	349,9 €	349,9 €	486,03 €	486,0 €
10 SMIC	175 994,4 €	654,8 €	349,9 €	349,9 €	486,03 €	486,0 €

Pour les services mandataires, le nouveau dispositif ne modifie pas les modalités de financement. Ils restent financés sous forme de dotation globale. La différence avec le dispositif antérieur est

l'application du plafonnement de la participation financière des personnes protégées au coût de leur mesure. Ainsi, pour les services mandataires, la détermination du coût des mesures de protection sert uniquement à plafonner la participation financière des personnes et non à déterminer le niveau de financement de leur activité. Le total des participations financières des personnes protégées est déduit du montant global du budget des services et la différence est versée par le financeur public.

### **3- Les dispositions transitoires prévues par le décret**

#### **- Les dispositions transitoires relatives aux campagnes budgétaires 2018 et 2019 :**

Le décret prévoit des dispositions transitoires pour les campagnes budgétaires 2018 et 2019 en raison du retard de publication des textes :

- **pour la campagne budgétaire 2018** : le décret prévoit que les services mandataires transmettent au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2018 leurs propositions budgétaires modifiées afin de prendre en compte le nouveau barème de participation. Le texte prévoit également l'application de la procédure de tarification d'office si les propositions budgétaires n'ont pas été transmises dans le délai.
  - **Pour la campagne budgétaire 2019** : afin d'éviter une trop forte charge de travail pour les services mandataires liée à la concomitance avec le dépôt des propositions budgétaires modifiées 2018 (1<sup>er</sup> octobre), la transmission des propositions budgétaires pour l'exercice 2019 est reporté au plus tard au 15 janvier 2019 (au lieu du 31 octobre 2018).
- Disposition transitoire concernant l'année de référence de l'assiette des ressources :**  
L'année de référence des ressources soumises à participation, qui est actuellement N-2, est remplacée par N-1. Afin d'éviter de modifier l'assiette en cours d'année, le décret prévoit une entrée en vigueur de cette modification au 1er janvier 2019. Ainsi jusqu'au 31 décembre 2018, l'année de référence est N-2 et, à partir du 1er janvier 2019, elle devient N-1 (ressources de l'assiette perçues en 2018).

## Annexe 2 Bilan de l'exercice 2017

Les paragraphes suivants dressent quelques éléments de bilan de l'exercice 2017.

Afin d'illustrer le coût global du financement public du dispositif de protection juridique des majeurs, le tableau ci-après montre que les moyens accordés aux services mandataires ont fortement augmenté depuis 2009, date d'entrée en vigueur de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. Il est en effet passé de 470,5 M€ en 2009 à 651,2 M€ en 2016, progressant ainsi de 21% en sept ans. Les évolutions du coût par financeur public sont toutefois différentes comme l'indique le tableau ci-après.

### **Evolution du coût du financement public des services mandataires à la protection des majeurs de 2009 à 2016 :**

Financement public des SMJPM	2009	2016	Evolution
<i>Etat</i>	188,8	649,5	40%
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	275,9		
<i>Conseils départementaux</i>	5,8	1,7	-70%
<b>TOTAL</b>	<b>470,5</b>	<b>651,2</b>	<b>38 %</b>

Au 31/12/2017, au niveau national, le nombre total de mesures de protection des majeurs est estimé à 900 000, dont 48% confiées à la famille, le reste étant pris en charge par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs. **Parmi les mesures confiées à ces professionnels, les SMJPM géraient au 31/12/2017 372 877 mesures de protection, soit près de 77,4% du total, les mandataires individuels 78 708 (16,4%) et les préposés 30 000 (6,2%).** L'évolution du nombre de mesures confiées aux SMJPM a ainsi progressé en 2017 de 3,3%.

En 2017, le coût moyen total d'une mesure de protection juridique confiée à un SMJPM s'élevait en moyenne à 152,5 € par mois et à 148,4 € pour une mesure confiée à un mandataire exerçant à titre individuel (financement public et participation de la personne protégée).

Le financement sous forme de dotation globale permet grâce à la mise en place d'indicateurs tenant compte de la charge de travail des services, d'améliorer et d'optimiser l'allocation du financement public et de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. Mais, les résultats de cette politique de convergence tarifaire doivent également s'apprécier au regard des évolutions respectives des budgets et de l'activité (nombre de points).

L'effort de convergence tarifaire se poursuit même si, en 2017, la baisse de la valeur du point service a un impact sur les résultats des sous-indicateurs qui figurent dans le rapport annuel de performance 2017 du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » (cf. tableau). En effet, pour les services bénéficiant d'un ratio inférieur à 10 %

de la valeur moyenne nationale, cette baisse de la valeur du point service a eu pour effet de diminuer mécaniquement la part de ces services se situant au-dessous de cette valeur et inversement pour les services dont la valeur du ratio « moyens alloués/mesures gérées » est supérieure à la valeur moyenne nationale majorée de 10 %, leur part a augmenté mécaniquement.

Le tableau qui suit en détaille les résultats.

#### Coût moyen des mesures de protection exercées par les services tutélares

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée PAP 2018	2017 Réalisation
Part des services mandataires dont la valeur du point service est inférieure de 10% à la moyenne nationale	%	18,73	13	18	17,3	12
Part des services mandataires dont la valeur du point service est supérieure de 10% à la moyenne nationale	%	13,02	13,6	10	11	14,5

**S'agissant des SDPF** pour lesquelles aucune DRL n'est fixée puisque l'Etat est chargé uniquement de leur tarification, à l'exclusion de leur financement, la circulaire rappelle les modalités de financement et la nécessité d'allouer les ressources, comme pour les SMJPM, dans une logique de réduction des écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. Au 31/12/2017, le nombre de mesures prises en charge par les SDPF est de 15 000.

## Annexe 3

## Montants retenus par région de la participation des personnes pour fixer les dotations régionales limitatives

REGIONS	Répartition des personnes protégées selon leur niveau de ressources			(A)	(B)	(A) x 8 mois + (B) x 4 mois
	Part des personnes ayant des revenus < ou = à AAH	Part des personnes ayant des revenus AAH-SMIC	Part des personnes ayant des revenus > SMIC	Participation des personnes avec l'ancien barème de participation (janvier à décembre 2018)	Participation des personnes avec le nouveau barème de participation (janvier à décembre 2018)	Montant de la participation 2018 avec l'entrée en vigueur de la réforme le 1er septembre 2018
GRAND-EST	30,8%	59,1%	10,1%	7 881 892	10 490 517	8 751 433,7
NOUVELLE-AQUITAINE	34,4%	55,8%	9,8%	12 616 928	16 063 039	13 765 631,6
AUVERGNE - RHONE-ALPES	30,1%	58,3%	11,6%	13 644 294	16 997 370	14 761 985,9
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE	33,4%	55,1%	11,5%	5 178 197	6 589 014	5 648 469,3
BRETAGNE	28,6%	60,2%	11,2%	7 262 875	9 677 235	8 067 661,4
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	32,7%	56,8%	10,5%	5 197 715	6 698 264	5 697 898,0
CORSE	46,6%	42,5%	10,9%	138 512	174 252	150 425,3
DRUSCS ILE-DE-FRANCE	31,6%	54,3%	14,1%	12 070 898	15 250 831	13 130 875,7
OCCITANIE	35,4%	55,3%	9,2%	7 639 673	9 711 431	8 330 259,0
HAUTS-DE-FRANCE	35,0%	57,7%	7,3%	9 785 346	12 412 935	10 661 208,8
NORMANDIE	30,5%	59,8%	9,7%	7 287 014	9 597 258	8 057 094,9
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	35,6%	53,1%	11,3%	6 161 645	7 870 107	6 731 132,4
PAYS-DE-LA-LOIRE	28,5%	61,3%	10,1%	5 953 914	7 881 731	6 596 520,0
GUADELOUPE	87,5%	10,2%	2,3%	70 396	80 727	73 839,4
GUYANE	79,9%	15,1%	5,0%	56 945	64 595	59 495,1
MARTINIQUE	79,7%	16,6%	3,6%	74 306	86 350	78 320,4
REUNION	57,7%	39,0%	3,3%	386 343	481 418	418 035,0
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON				-	-	-
MAYOTTE	79,5%	20,5%	0,0%	-	4 477	1 492,3
NOUVELLE-CALEDONIE				-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>33,1%</b>	<b>56,7%</b>	<b>10,3%</b>	<b>101 406 892</b>	<b>130 131 551</b>	<b>110 981 778</b>

## Annexe 4

**Montants prévisionnels Etat des DRL 2018 pour les services mandataires judiciaires  
à la protection des majeurs**

Les montants indiqués dans le tableau correspondent à 99,7% (part Etat) du montant maximal des DGF allouées à l'ensemble des SMJPM de la région.

<b>REGIONS</b>	<b>Action 16 Protection juridique des majeurs DRL prévisionnelles- Services mandataires</b>
<b>GRAND-EST</b>	<b>42 664 076</b>
<b>NOUVELLE-AQUITAINE</b>	<b>74 708 153</b>
<b>AUVERGNE - RHONE-ALPES</b>	<b>67 339 922</b>
<b>BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE</b>	<b>29 846 276</b>
<b>BRETAGNE</b>	<b>36 857 250</b>
<b>CENTRE-VAL-DE-LOIRE</b>	<b>26 236 910</b>
<b>CORSE</b>	<b>1 069 941</b>
<b>DRJSCS ILE-DE-FRANCE</b>	<b>50 863 976</b>
<b>OCCITANIE</b>	<b>49 124 102</b>
<b>HAUTS-DE-FRANCE</b>	<b>66 566 711</b>
<b>NORMANDIE</b>	<b>42 205 300</b>
<b>PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR</b>	<b>32 777 975</b>
<b>PAYS-DE-LA-LOIRE</b>	<b>33 355 771</b>
<b>SOUS-TOTAL METROPOLE</b>	<b>553 616 363</b>
<b>GUADELOUPE</b>	<b>2 795 590</b>
<b>GUYANE</b>	<b>554 185</b>
<b>MARTINIQUE</b>	<b>1 864 780</b>
<b>REUNION</b>	<b>6 303 618</b>
<b>MAYOTTE</b>	<b>215 640</b>
<b>SOUS-TOTAL DOM/TOM</b>	<b>11 733 813</b>
<b>TOTAL</b>	<b>565 350 176</b>

## Annexe 5

### Modalités de calculs, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux services délégués aux prestations familiales

#### 1- Les principes et objectifs des indicateurs des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Les indicateurs, prévus aux articles R .314-28 et suivants sont des outils permettant au financeur :

- d'apprécier la structure des charges d'un service, l'activité et le type de population accueillie
- de comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu
- de comparer ces coûts de fonctionnement aux coûts de fonctionnement des autres services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non sur un même territoire
- de mieux cerner, grâce à l'analyse des différentes composantes des indicateurs, les particularités de chaque structure.

L'objectif des indicateurs n'est donc pas de déterminer un tarif unique. Ce sont des outils au service du tarificateur pour l'aider à comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu et ceux des services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non.

En effet, si un service a des résultats de plusieurs indicateurs qui sont éloignés de la moyenne et de la médiane, alors il devra justifier de façon circonstanciée que ses demandes budgétaires ne sont pas anormales. Ainsi, la démarche ne consiste pas à sanctionner de façon discrétionnaire et systématique un service dont les résultats de ces indicateurs paraîtraient au premier abord « anormaux » mais d'interroger le service sur le caractère justifié ou non de sa demande. Il peut y avoir des coûts différenciés parfaitement justifiés. L'objectif est d'essayer d'identifier ceux qui sont disproportionnés. Il ne faut donc pas avoir comme but systématique d'aligner tous les services sur les coûts moyens et médians car pour certains la différence de coûts est parfaitement justifiée.

L'autorité de tarification doit donc analyser les différentes composantes des indicateurs pour lui permettre de mieux cerner les particularités de chaque structure et justifier les écarts importants. C'est la raison pour laquelle l'autorité de tarification doit disposer d'un tableau de bord composé d'indicateurs complémentaires entre eux. La lecture d'un seul indicateur n'est pas révélatrice et ne permet pas d'appréhender toutes les spécificités d'un service. Les indicateurs sont donc complémentaires entre eux. L'objectif de la démarche est de s'interroger sur la cohérence des valeurs de ces différents indicateurs pour ensuite échanger et dialoguer avec la structure sur les éléments d'interprétation qu'elle a elle-même de ces résultats. Les indicateurs doivent être, pour le gestionnaire, une aide au pilotage de sa structure.

#### 2- Les indicateurs du secteur tutélaire la cotation des mesures en points et leur spécificité

Concernant les SMJPM et SDPF, des indicateurs spécifiques ont été élaborés. Cette spécificité est liée à une méthode d'évaluation de l'activité reposant sur une **cotation en points des mesures. Plus une mesure nécessite de travail plus le nombre de points affecté à cette mesure est important**. Le différentiel de charge de travail repose sur 3 critères : la nature de la mesure, le lieu d'exercice (domicile ou établissement) et la période d'exercice (ouverture, fermeture et gestion courante).

L'appréciation de l'activité des services ne se fait donc pas uniquement au regard du nombre de mesures mais également au regard du nombre de points. Ainsi, la prise en compte de l'ensemble des mesures dans le cadre de la cotation permet d'obtenir le **total des points d'un service**, qui a pour but d'apprécier l'importance quantitative de l'activité et d'appréhender de manière plus précise la charge de travail qui pèse sur celui-ci. La valorisation par une cotation en points des charges de travail d'accompagnement des majeurs permet donc d'objectiver l'activité réelle des services.

Le simple constat arithmétique du nombre de mesures décidées par les juges n'est pas suffisant pour argumenter une augmentation ou une baisse concomitante et symétrique des moyens alloués. En effet, un service peut avoir un accroissement du nombre de mesures de 10 % mais une augmentation des points de 5% et inversement. L'augmentation réelle de la charge de travail du service s'apprécie donc au regard du nombre de points et non du nombre de mesures. Deux services peuvent avoir un nombre de mesures identiques mais un nombre de points très différent. Le seul indicateur de l'inflation du nombre de mesures est, par conséquent, trop frustrant pour ajuster correctement les moyens des services à l'évolution réelle de leur activité et de leur charge de travail. La cotation permet donc d'ajuster les moyens à l'activité réelle des services.

Ce total de points est ensuite utilisée pour calculer une batterie d'indicateurs de nature différente : indicateurs de population, d'activité, de structure et financiers. Parallèlement à ces indicateurs construits à partir de la cotation des mesures, d'autres indicateurs communs à l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux s'appliquent aux SMJPM et SDPF : indicateur de qualification, indicateur de vieillesse technicité, temps actif mobilisable, indicateur du temps de formation.

L'arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du CASF) précise la liste et les modalités de calcul des douze indicateurs applicables au secteur.

**Parmi ces 12 indicateurs figurent 4 indicateurs de référence** : Le poids moyen de la mesure majeur protégé, la valeur du point service, le nombre de points par ETP et le nombre de mesure moyenne par ETP.

**Les indicateurs de référence sont les indicateurs jugés les plus pertinents pour comparer les services entre eux et pour apprécier la charge de travail des services**. Ils ne permettent pas, toutefois, à eux seuls d'expliquer certaines spécificités d'un service ou des écarts importants. Les indicateurs secondaires permettent donc d'effectuer une comparaison plus fine des services entre eux et de donner une explication objectivée des écarts. L'existence d'indicateurs

secondaires correspond ainsi à la démarche globale d'utilisation des indicateurs comme de faisceaux d'indices qui n'ont d'intérêt que s'ils sont examinés les uns par rapport aux autres.

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
Indicateurs de population	Poids moyen de la mesure <b>Indicateur de référence</b>	Total des points/ total des mesures en moyenne financées	<p><b>Apprécie l'activité en fonction de la lourdeur de prise en charge des mesures.</b></p> <p>Cet indicateur permet de déterminer <b>la lourdeur moyenne des mesures gérées par le service</b>. Plus la valeur de cet indicateur est élevée plus les mesures gérées par les personnels sont lourdes.</p> <p><b>Valeur supérieure à la moyenne nationale:</b> Le service peut avoir, par rapport à la répartition moyenne nationale des mesures, des mesures dont la cotation est plus importante : plus de mesures à domicile ou plus de mesures de curatelle renforcée. Il peut par ailleurs avoir un nombre plus important de sorties ou d'entrées.</p> <p><b>Valeur inférieure à la moyenne nationale:</b> Le service peut avoir un nombre important de mesures dont la cotation est plus faible : mesures en établissement et/ou des tutelles ou peu de mesures qui entrent et sortent.</p>
Indicateurs d'activité	Nombre de points par ETP (Délégués, autres personnels et total du personnel) <b>Indicateur de référence</b>	Total des points/Nombre total ETP	<p><b>Permet d'apprécier les moyens en personnel d'un service tutélaire par rapport au nombre de points.</b></p> <p>Il mesure <b>la lourdeur des mesures gérées par chaque ETP</b>. En effet, cet indicateur précise le nombre de points pris en charge par chaque salarié. Il se décline pour l'ensemble du personnel, pour les délégués et pour les autres personnels. Il est plus pertinent de prendre en compte le nombre de points gérés par l'ensemble du personnel car cela permet de neutraliser les choix organisationnels des services.</p> <p><b>Valeur supérieure à la moyenne nationale:</b> la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Cette valeur doit être comparée avec le poids moyen de la mesure.</p> <p>Deux situations peuvent se présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit la valeur du poids moyen de la mesure est également élevée, cela signifie que les personnels de ce service gèrent des mesures plus lourdes et que les moyens en personnel ne sont pas suffisants. Un ajustement devrait se faire par l'embauche de personnels supplémentaires afin de compenser cette charge de travail.</li> <li>- soit la valeur du poids moyen de la mesure se situe dans la moyenne nationale ou est inférieure : la charge de travail supplémentaire qui pèse sur les personnels n'est pas liée à des mesures plus lourdes mais</li> </ul>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<p>uniquement à des moyens en personnel inadéquats au regard de la charge de travail qui pèse sur le personnel.</p> <p><b>Valeur inférieure à la moyenne nationale:</b> La charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services soit parce que son panier de mesures est composé de mesures moins lourdes, soit parce que les moyens en personnel sont trop importants au regard des mesures prises en charge. Ce service sera donc en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.</p>
	Coût de l'intervention des délégués	Dépenses de personnels délégués à la tutelle/Temps actif mobilisable (TAM)	<p><b>Mesure le coût des interventions auprès des usagers hors les charges de structure</b></p> <p><b>Valeur supérieure à la moyenne nationale :</b> Le coût de l'intervention des délégués est donc plus important que dans les autres services. Ceci est imputable soit à des charges de personnels délégués à la tutelle trop élevées par rapport aux autres services (voir les valeurs des indicateurs vieillesse technicité, la structure de qualification (attention ces indicateurs concernent l'ensemble des personnels mais ils peuvent donner des premiers éléments d'analyse) soit à un temps actif mobilisable très faible (voir la valeur de l'indicateur TAM). Ceci peut-être la conséquence d'un absentéisme important, de personnels en formation non remplacés, du non remplacement des personnels absents ou en congés, et/ou de l'application dans le service des congés trimestriels...</p> <p><b>Valeur inférieure à la moyenne nationale :</b> Ceci est lié soit à des charges de personnels faibles par rapport aux autres services, soit à un TAM élevé (voir la valeur de l'indicateur TAM). Dans ce dernier cas, cela signifie que le service a fait le choix de remplacer le personnel absent pour différentes causes (maternité, maladie..) ou a recours à des heures supplémentaires ou encore a très peu d'absentéisme.</p>
	Nombre de mesure moyenne par ETP <b>Indicateur de</b>	(Total des points/(valeur nationale du 2P3Mx12))/Nombre total d'ETP	<p><b>A pour but d'apprécier le nombre de mesures par salarié sur la base d'une mesure dont la lourdeur de prise en charge est moyenne au niveau national.</b></p> <p><b>Valeur supérieure à la moyenne nationale:</b> la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Ceci est donc lié soit au fait que les mesures gérées par le service sont plus lourdes (voir</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
	référence		<p>la valeur du poids moyen de la mesure du service), soit que les moyens en personnel sont insuffisants soit les deux.</p> <p><b>Valeur inférieure à la moyenne nationale:</b> La charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services. Ceci est liée soit à des mesures prises en charge par le service moins lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure) soit que les personnels sont en nombre suffisants au regard de la lourdeur des mesures soit les deux. Ce service sera en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.</p>
Indicateur de personnel	indicateur de qualification	Répartition du personnel selon leur niveau de qualification	<p><b>Cet indicateur permet d'apprécier la structure de qualification des effectifs en postes.</b></p> <p>Il met en lumière les écarts de répartition des qualifications entre les services. Il informe sur le marché du travail et d'éventuelles difficultés de recrutement, ainsi que sur l'adaptation du recrutement à la spécificité de la mission.</p> <p>L'analyse de cet indicateur permet d'expliquer la valeur d'autres indicateurs notamment des indicateurs de coûts. Si un service a un % de personnel ayant un niveau de qualification élevé plus important que dans les autres services du secteur alors cela pourra expliquer des coûts plus importants ; le service devra toutefois justifier ces écarts.</p>
Indicateur de personnel	indicateur de vieillesse-technicité	La somme des rapports (indice réel / indice de base) pondérés par l'équivalent temps plein pour tous les personnels divisée par la somme des équivalents temps	<p><b>Mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Permet d'apprécier, d'une part, de l'ancienneté du personnel, et d'autre part, de l'intensité du turn-over au sein des structures.</b></p> <p>Cet indicateur mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Il permet d'apprécier d'une part l'ancienneté du personnel, et d'autre part, la politique catégorielle et promotionnelle de l'établissement. Il peut aussi être mis en corrélation avec l'intensité du turn-over au sein des structures. L'analyse doit tenir compte de l'ancienneté de la structure. Les résultats de l'indicateur offrent une photographie de l'évolution des carrières au sein de différentes structures.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			Cet indicateur permet également d'expliquer les valeurs d'autres indicateurs notamment les indicateurs de coûts.
Indicateur de personnel	Temps actif mobilisable	((Temps de travail théorique (1607)xETP)-heures d'absence + heures supplémentaires) / (temps de travail théorique (1607)xETP)	<p><b>Cet indicateur mesure le temps de travail dans le service, temps disponible auprès des usagers, temps de transport pour les services et temps de présence dans le service.</b></p> <p>Ce recensement concerne uniquement les délégués à la tutelle. Cet indicateur mesure la présence réelle, c'est-à-dire le « présentisme » qui est différent de la présence légale ou conventionnelle dans le service diminué de l'absentéisme tel que reconnu par le code du travail.</p> <p>Cet indicateur mesure donc la présence réelle dans le service sans avoir la répartition de cette présence entre le temps consacré directement à l'utilisateur ou à des réunions par exemple. La valeur de cet indicateur doit être interprétée en lien avec l'indicateur relatif à la formation. Le TAM permettra de voir si les personnes parties en formation ont été remplacées.</p> <p>La valeur de cet indicateur permet également d'analyser la valeur de l'indicateur relatif au coût de l'intervention des délégués.</p>
Indicateur de personnel	indicateur du temps de formation	Nombre d'heures de formation réalisées par les délégués à la tutelle/Nombre total ETP délégué	<p><b>Permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation</b></p> <p>Cet indicateur permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation. La valeur de cet indicateur devrait progresser du fait des nouvelles conditions d'exercice prévues par la loi.</p>
<b>Indicateurs financiers et de structure</b>	Valeur du point personnel (délégué et autres personnels)	Total des dépenses de personnel/Total des points	<p><b>Permet de comparer les charges afférentes au personnel en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge.</b></p> <p>Prend en compte les spécificités d'organisation des services tutélaires. Il est intéressant de comparer cet indicateur avec le nombre de points par ETP pour voir si les valeurs concordent ou non.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Valeur supérieure à la moyenne nationale</b> : Les moyens alloués pour le financement du personnel sont élevés au regard de la charge du travail du service. Soit le service gère des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit le nombre de personnel est trop important au regard de cette charge de travail, soit les deux. Une dernière explication pourrait être</li> </ul>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<p>que seules les charges de personnels sont trop importantes. Dans ce cas, il devrait y avoir une discordance avec le nombre de points par ETP en personnel (valeur inférieure ou proche de la moyenne) et la valeur du point personnel. Une analyse plus fine des charges de personnel devra être faite.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Valeur inférieure à la moyenne nationale</b> : Les moyens alloués pour le financement du personnel ne sont pas en adéquation avec la lourdeur des mesures gérées. Ceci est dû soit au fait le service a des mesures très lourdes, soit que le nombre de personnel en poste est insuffisant au regard de la charge de travail, soit les deux. Si ces raisons ne s'avèrent pas concluantes, alors une analyse détaillée des charges de personnel devra être faite ainsi que des autres indicateurs relatifs au personnel (indicateur de qualification, vieillesse technicité..)</li> </ul>
	<p><b>Valeur du point service</b> Indicateur de référence</p>	<p>Total du budget/Total des points</p>	<p><b>Permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.</b></p> <p><b>Valeur supérieure à la moyenne nationale:</b> Les moyens alloués au service sont importants au regard de la lourdeur des mesures qu'il gère. Il faut donc analyser les autres indicateurs pour expliquer cette situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit le service a des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir poids moyen de la mesure et nombre de points par ETP)</li> <li>- soit le nombre de personnels est trop important au regard des mesures prises en charge</li> <li>- soit les deux : poids moyen de la mesure faible et nombre de personnels importants au regard de la charge de travail</li> <li>- soit le nombre de personnels est « correct » au regard du nombre de points mais ce sont les charges de personnel qui sont trop élevées (dans ce cas là il devrait y avoir une discordance entre le nombre de points par ETP (au niveau de la moyenne) et la valeur du point personnel (valeur supérieure à la moyenne). Il est nécessaire pour expliquer cette situation de voir les valeurs des indicateurs liés au personnel (indicateur de formation, qualification des personnels, indicateur vieillesse-technicité, TAM)</li> </ul> <p><b>Valeur inférieure à la moyenne nationale:</b> Cela signifie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit que le service gère des mesures très lourdes par rapport aux moyens qui lui sont alloués. Il faut vérifier cette interprétation par le biais notamment de l'indicateur relatif au nombre de points par ETP ou du poids moyen de la mesure majeur protégé. Si les valeurs de ces deux indicateurs sont élevées par rapport aux</li> </ul>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<p>valeurs moyennes et médianes régionales ou départementales alors il pourrait être justifié, dans une logique de réduction des écarts, d'accroître les moyens du service par l'embauche de personnels supplémentaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit que ses charges notamment de personnel sont assez faibles par rapport aux autres services. Cette interprétation doit quant à elle être vérifiée par le biais des indicateurs suivants : valeur du point personnel ou indicateur- vieillesse technicité (personnel avec ancienneté faible). Les valeurs de ces indicateurs permettent de voir si les écarts sont justifiés ou non.</li> </ul>
	Répartition des ETP délégués et autres	Nombre de postes ETP délégués et autres personnels/ Total du personnel en ETP	<p><b>Permet de comparer les moyens en personnel et les choix effectués dans l'organisation du service</b></p> <p>En effet, un service tutélaire peut opter soit pour une organisation où des services juridiques, administratifs, comptables appuient le délégué à la tutelle qui, lui, oriente son activité sur l'accompagnement à la personne, soit restreindre ces différents services et confier aux délégués des tâches autres que l'accompagnement à la personne.</p>

## ***Annexe 6***

### ***Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs***

# **Tableaux de bord**

**Tableau de bord relatif aux indicateurs- Moyennes**

**Données générales**

	2016	2017		2018 (Prévisionnel)	
		Nombre	Taux évolution N-1	Nombre	Taux évolution N
Mesures au 31/12 (sans sauvegarde)	357 999	366 810	2,60%	376 170	2,6%
Mesures au 31/12 (avec sauvegarde)	363 906	373 968	2,8%	383 653	2,6%
Mesures en moyenne dans l'année (avec sauvegarde)	359 704	368 615	2,5%	377 953	2,5%
ETP	12 286	12 530	2,0%	12 920	3,1%
Nombre de points	47 131 485	48 335 904	2,6%	49 617 191	2,65%

**Indicateurs de référence-Moyennes**

	2016	2017	2018
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,92	10,93	10,94
Valeur du point service	14,25	13,97	14,27
Nombre de points par ETP	3 836	3 858	3 840
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	29,06	29,22	29,09

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes**

	2016	2017	2018
Valeur du point affecté aux dépenses de personnel dont :	11,83	11,43	11,73
- Valeur du point délégué	5,91	5,87	6,02
- Valeur du point autres personnels	5,92	5,56	5,71

**Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes**

	2016	2017	2018
Nombre de postes ETP (en %)			
Déligués	51,4%	51,5%	51,6%
Autres personnels	48,6%	48,5%	48,4%

Indicateur de qualification en 2016	Niveau I (01/0)	Niveau II (02/0)	Niveau III (03/0)	Niveau IV (04/0)	Niveau V (05/0)	Niveau VI (06/0)	Niveau I à VI
%	3,7%	10,3%	55,7%	18,2%	11,1%	1,0%	100,0%

Indicateur de formation	2016	2017	2018
nb d'h/ETP	32,7	33,0	31,7

Indice de vieillissement-technicité en 2016	1,21
---	------

	2016	2017	2018
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 836	3 858	3 840
Nombre de points par ETP délégués	7 466	7 491	7 437
Nombre de points par ETP autres personnels	7 890	7 954	7 941

**Indicateurs d'activité-Moyennes**

	2016
Indicateur de temps actif/mobilisable	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail 0,94

	2016
Coût de l'intervention des délégués	29,92

Répartition des mesures en moyenne dans l'année selon leur nature et selon le nombre de points

	2016				2017 (prévisionnel)				2018 (prévisionnel)			
	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points
MAJ	2 262	0,6%	421 913	0,9%	2 359	0,6%	426 118	0,9%	2 451	0,7%	439 793	0,9%
Curatelle renforcée	185 873	51,7%	28 259 020	60,1%	191 745	52,0%	29 106 711	60,4%	197 994	53,3%	30 044 918	60,6%
Curatelle simple	9 389	2,6%	1 180 940	2,5%	9 366	2,5%	1 178 494	2,4%	9 497	2,6%	1 193 126	2,4%
Tutelle	132 232	36,8%	12 770 509	27,2%	134 190	36,4%	13 006 824	27,0%	136 498	36,7%	13 300 253	26,8%
Sauvegarde de justice	5 788	1,6%	1 398 676	3,0%	6 309	1,7%	1 530 665	3,2%	6 409	1,7%	1 554 600	3,1%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	23 477	6,5%	2 974 467	6,3%	23 902	6,5%	2 946 066	6,1%	24 317	6,5%	3 050 516	6,1%
Subrogé tuteur ou curateur	683	0,2%	29 249	0,1%	745	0,2%	31 937	0,1%	788	0,2%	33 982	0,1%
<b>Total hors sauvegarde</b>	<b>353 916</b>	<b>98,4%</b>	<b>45 636 098</b>	<b>97,0%</b>	<b>362 307</b>	<b>98,3%</b>	<b>46 696 150</b>	<b>96,8%</b>	<b>371 544</b>	<b>98,3%</b>	<b>48 062 588</b>	<b>96,9%</b>
<b>Total</b>	<b>359 704</b>	<b>100%</b>	<b>47 034 775</b>	<b>100%</b>	<b>368 615</b>	<b>100%</b>	<b>48 226 815</b>	<b>100%</b>	<b>377 953</b>	<b>100%</b>	<b>49 617 188</b>	<b>100%</b>
Total en établissement	124 824	35,3%	10 788 504	23,6%	126 228	34,8%	10 927 993	23,4%	127 535	34,3%	11 086 144	23,1%
Total à domicile	229 092	64,7%	34 830 497	76,3%	236 079	65,2%	35 799 207	76,7%	244 010	65,7%	36 969 662	76,9%
Sorties	33 143	9,2%	2 801 695	6,0%	32 529	8,8%	2 740 520	5,7%	32 108	8,5%	2 849 278	5,7%
Mesures nouvelles	37 868	10,5%	1 000 812	2,1%	37 576	10,2%	980 036	2,0%	39 327	10,4%	981 088	2,0%

Répartition des mesures selon leur nature au 31/12

	2016			2017 (prévisionnel)			2018 (prévisionnel)		
	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile
MAJ	2 318	0,6%	99,4%	2 394	0,6%	98,9%	2 526	0,7%	99,4%
Curatelle renforcée	188 788	51,9%	80,2%	194 940	52,1%	80,5%	201 114	52,4%	80,6%
Curatelle simple	9 349	2,6%	93,8%	9 399	2,5%	93,8%	9 609	2,5%	93,7%
Tutelle	133 222	36,6%	36,9%	135 219	36,2%	37,8%	137 760	35,9%	38,3%
Sauvegarde de justice	5 907	1,6%	0,0%	7 158	1,9%	0,0%	7 483	2,0%	0,0%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	23 578	6,5%	74,2%	24 098	6,4%	74,0%	24 346	6,3%	74,1%
Subrogé tuteur ou curateur	744	0,2%	71,1%	759	0,2%	73,0%	816	0,2%	73,3%
<b>TOTAL hors sauvegarde</b>	<b>357 999</b>	<b>98,4%</b>	<b>0,0%</b>	<b>366 810</b>	<b>98,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>376 170</b>	<b>98,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>363 906</b>	<b>100%</b>	<b>63,1%</b>	<b>373 968</b>	<b>100%</b>	<b>63,5%</b>	<b>383 653</b>	<b>100%</b>	<b>63,9%</b>

**Tableau de bord relatif aux indicateurs- Médianes**

**Indicateurs de référence-Médianes**

	2016	2017	2018
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,86	10,91	10,93
Valeur du point service	14,49	14,33	14,45
Nombre de points par ETP	3 773	3 775	3 797
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	28,58	28,60	28,76

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes**

	2016	2017	2018
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	<b>11,58</b>	<b>11,66</b>	<b>11,70</b>
- Valeur du point délégué	5,79	6,03	5,98
- Valeur du point autres personnels	5,60	5,57	5,63

**Indicateurs relatifs au personnel-Médianes**

Nombre de postes ETP (en %)	2016	2017	2018
Délégués	51,20%	51,57%	51,58%
Autres personnel	48,80%	48,43%	48,42%

Indicateur de qualification en 2016	Niveau I (H1H)	Niveau II (H2H)	Niveau III (H3H)	Niveau IV (H4H)	Niveau V (H5H)	Niveau VI (H6H)	Niveaux I à VI
%	2,0%	6,8%	55,7%	18,6%	7,2%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2016	2017	2018
nb d'h/ETP	27,4	25,8	27,3

Indice de vieillesse-technicité en 2016	1,21
---	------

	2016	2017	2018
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 773	3 775	3 797
Nombre de points par ETP délégués	7 427	7 354	7 369
Nombre de points par ETP autres personnels	7 724	7 831	7 882

**Indicateurs d'activité-Médianes**

	2016
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,94

	2016
Coût de l'intervention des délégués	28,99





Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs												Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs												Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs																																		
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points - Valeurs médianes												Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points - Valeurs médianes												Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points - Valeurs médianes																																		
Régions et départements	Exercice 2016											Exercice 2017											Exercice 2018																																			
	Poids moyen de la mesure major protégée	Valeur du point service	Valeur du point autres personnels	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesures déléguées par ETP	Temps alloués par ETP à la tutelle	Coût d'intervention en € (hors TVA)	Poids moyen de la mesure major protégée	Valeur du point service	Valeur du point autres personnels	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesures déléguées par ETP	Temps alloués par ETP à la tutelle	Coût d'intervention en € (hors TVA)	Poids moyen de la mesure major protégée	Valeur du point service	Valeur du point autres personnels	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesures déléguées par ETP	Temps alloués par ETP à la tutelle	Coût d'intervention en € (hors TVA)																												
Bretagne	10,45	14,36	5,51	6,49	12,00	8,146	6,705	3,665	28,12	0,01	50,14	10,62	11,00	5,28	6,10	11,17	8,214	7,170	3,814	29,26	10,53	13,63	5,48	6,19	11,67	12,295	7,394	3,883	25,79	10,32	14,14	5,51	6,49	12,00	8,146	6,705	3,665	28,12	0,01	50,14	10,62	11,00	5,28	6,10	11,17	8,214	7,170	3,814	29,26	10,53	13,63	5,48	6,19	11,67	12,295	7,394	3,883	25,79
Bourgogne-Franche-Comté	10,39	14,29	6,54	5,08	11,81	7,816	6,831	4,018	33,83	0,06	30,78	10,97	14,07	5,89	5,74	11,45	7,706	6,755	3,785	29,04	11,13	14,30	5,97	5,78	11,81	7,997	7,460	3,830	25,89	10,39	14,29	6,54	5,08	11,81	7,816	6,831	4,018	33,83	0,06	30,78	10,97	14,07	5,89	5,74	11,45	7,706	6,755	3,785	29,04	11,13	14,30	5,97	5,78	11,81	7,997	7,460	3,830	25,89
Centre-Val de Loire	10,02	14,01	5,81	4,41	10,64	6,844	6,744	4,073	31,25	0,89	31,54	10,60	12,11	6,20	4,05	8,82	7,902	8,774	4,088	31,22	10,62	12,92	6,12	4,21	10,78	7,261	9,146	3,988	26,68	10,02	14,01	5,81	4,41	10,64	6,844	6,744	4,073	31,25	0,89	31,54	10,60	12,11	6,20	4,05	8,82	7,902	8,774	4,088	31,22	10,62	12,92	6,12	4,21	10,78	7,261	9,146	3,988	26,68
Normandie	11,10	14,56	6,30	4,80	11,60	7,725	8,246	4,007	31,36	0,95	30,60	11,10	14,31	5,86	5,13	11,17	7,888	9,231	4,257	32,67	11,19	13,74	6,08	5,17	11,38	8,036	8,763	4,043	32,56	11,10	14,56	6,30	4,80	11,60	7,725	8,246	4,007	31,36	0,95	30,60	11,10	14,31	5,86	5,13	11,17	7,888	9,231	4,257	32,67	11,19	13,74	6,08	5,17	11,38	8,036	8,763	4,043	32,56
Occitanie	9,96	14,58	6,64	4,84	11,74	8,226	10,057	3,863	29,64	0,94	27,78	10,52	14,34	5,79	5,77	11,84	7,573	9,474	3,814	32,13	10,68	14,54	5,79	5,44	11,76	8,446	7,788	3,851	25,78	9,96	14,58	6,64	4,84	11,74	8,226	10,057	3,863	29,64	0,94	27,78	10,52	14,34	5,79	5,77	11,84	7,573	9,474	3,814	32,13	10,68	14,54	5,79	5,44	11,76	8,446	7,788	3,851	25,78
Pays de Loire	10,02	14,26	6,32	4,97	11,61	6,904	7,960	3,620	27,82	0,87	26,13	10,88	14,04	5,89	4,07	11,00	6,760	7,700	4,220	32,77	10,68	13,67	5,80	5,07	11,00	7,291	8,811	3,928	26,84	10,02	14,26	6,32	4,97	11,61	6,904	7,960	3,620	27,82	0,87	26,13	10,88	14,04	5,89	4,07	11,00	6,760	7,700	4,220	32,77	10,68	13,67	5,80	5,07	11,00	7,291	8,811	3,928	26,84
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,07	14,39	6,06	5,79	11,78	7,895	7,895	7,415	30,22	0,58	28,82	10,67	14,36	5,90	5,20	11,54	7,529	9,233	3,954	32,51	10,68	14,36	5,90	5,20	11,54	7,529	9,233	3,954	32,51	10,07	14,39	6,06	5,79	11,78	7,895	7,895	7,415	30,22	0,58	28,82	10,67	14,36	5,90	5,20	11,54	7,529	9,233	3,954	32,51	10,68	14,36	5,90	5,20	11,54	7,529	9,233	3,954	32,51
France métropole hors DOM	10,51	14,37	5,86	5,66	11,62	7,421	7,744	3,781	28,64	0,94	29,01	10,89	14,11	5,89	5,24	11,45	7,429	9,269	4,189	32,83	10,95	14,33	5,96	5,65	11,62	7,847	7,929	3,799	28,76	10,51	14,37	5,86	5,66	11,62	7,421	7,744	3,781	28,64	0,94	29,01	10,89	14,11	5,89	5,24	11,45	7,429	9,269	4,189	32,83	10,95	14,33	5,96	5,65	11,62	7,847	7,929	3,799	28,76
France (métropole et DOM)	10,92	14,38	5,86	5,66	11,62	7,417	7,812	3,788	28,70	0,94	29,20	10,93	14,27	6,02	5,27	11,44	7,418	7,869	4,182	32,85	10,96	14,34	6,01	5,65	11,62	7,812	7,934	3,797	28,76	10,92	14,38	5,86	5,66	11,62	7,417	7,812	3,788	28,70	0,94	29,20	10,93	14,27	6,02	5,27	11,44	7,418	7,869	4,182	32,85	10,96	14,34	6,01	5,65	11,62	7,812	7,934	3,797	28,76

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs													Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs																											
		Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes													Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes																									
Régions et départements		Exercice 2016													Exercice 2017													Exercice 2018												
		Nombre total d'ETP	% d'ETP alloués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification						Indicateur de violence + technicité (1)	Nombre total d'ETP	% d'ETP alloués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP alloués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation																				
						Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI										Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI								
2 Ardennes	72,1	47,1%	52,9%	12	3%	5%	58%	3%	100%	1,27	71,8	48,8%	51,2%	6	76,4	49%	50,1%	26																						
10 Aube	75,1	57,4%	42,6%	25	11%	30%	28%	16%	7%	3%	100%	1,20	78,1	55,3%	44,7%	36	80,9	54,9%	45,1%	17																				
51 Aube	65,3	46%	54%	18	4%	1%	57%	5%	2%	1%	100%	1,15	58,0	50%	50%	22	100,0	52,3%	47,7%	20																				
52 Aube	75,5	47,3%	52,7%	13	4%	1%	40%	14%	20%	10%	100%	1,24	45,5	47,9%	52,1%	45	49,5	49,0%	51,0%	20																				
54 Haute-Marne	104,6	52,0%	48,0%	62	2%	6%	61%	19%	11%	0%	100%	1,21	109,2	53,8%	46,2%	29	107,8	53,6%	46,4%	85																				
65 Meuse	84,6	46,5%	53,5%	21	0%	4%	53%	21%	4%	1%	100%	1,22	49,1	47,9%	52,1%	28	49,1	47,9%	52,1%	48																				
57 Moselle	145,9	49,1%	50,9%	29	2%	11%	57%	23%	6%	1%	100%	1,21	149,9	49,7%	50,3%	21	176,5	50,1%	49,9%	21																				
87 Nord (Dts)	116,2	59,4%	40,6%	20	5%	10%	35%	12%	14%	0%	100%	1,01	118,5	59,0%	41,0%	24	121,0	60,0%	40,0%	11																				
60 Nord (Haut)	119,1	54,4%	45,6%	29	3%	10%	50%	27%	10%	0%	100%	1,21	118,4	56,7%	43,3%	33	121,1	57,2%	42,8%	34																				
88 Vosges	93,1	55,8%	44,2%	20	2%	0%	54%	24%	9%	2%	100%	1,25	96,0	53,9%	46,1%	39	95,3	54,8%	45,2%	38																				
<b>Grand Est</b>	<b>948,6</b>	<b>52,6%</b>	<b>47,4%</b>	<b>33</b>	<b>3%</b>	<b>10%</b>	<b>50%</b>	<b>17%</b>	<b>15%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,20</b>	<b>964,3</b>	<b>53,0%</b>	<b>47,0%</b>	<b>31</b>	<b>991,4</b>	<b>53,5%</b>	<b>46,5%</b>	<b>36</b>																				
15 Corrèze	112,4	47,8%	52,2%	37	0%	20%	47%	3%	14%	3%	100%	1,23	114,8	47,9%	52,1%	32	118,8	47,7%	52,3%	36																				
17 Charente-Maritime	189,1	49,1%	50,9%	22	2%	10%	54%	4%	14%	9%	100%	1,31	195,0	50,0%	50,0%	44	203,0	49,3%	50,7%	37																				
19 Corrèze	72,4	50,3%	49,7%	20	2%	6%	52%	15%	22%	2%	100%	1,24	73,4	49,4%	50,6%	17	76,6	48,9%	51,1%	15																				
23 Corrèze	36,1	53,6%	46,4%	26	0%	5%	63%	15%	17%	0%	100%	1,33	37,0	54,6%	45,4%	33	38,4	55,1%	44,9%	22																				
24 Dordogne	143,2	48,6%	51,4%	24	3%	3%	61%	19%	8%	1%	100%	1,26	170,0	50,7%	49,3%	17	174,2	51,4%	48,6%	19																				
47 Dordogne	339,7	47,0%	53,0%	33	2%	10%	54%	10%	11%	1%	100%	1,25	356,2	48,3%	51,7%	20	367,7	47,7%	52,3%	31																				
40 Landes	92,1	47,4%	52,6%	6	0%	3%	53%	30%	12%	1%	100%	1,35	95,2	46,2%	53,8%	6	96,8	49,0%	51,0%	8																				
47 Lot-et-Garonne	117,2	50,6%	49,4%	38	2%	4%	57%	34%	3%	0%	100%	1,23	118,9	50,6%	49,4%	30	120,5	50,2%	49,8%	45																				
48 Pyrénées-Atlantiques	164,8	48,6%	51,4%	6	0%	0%	57%	12%	25%	0%	100%	1,30	165,6	45,2%	54,8%	6	166,2	45,2%	54,8%	5																				
59 Nord-Pas de Calais	128,7	47,7%	52,3%	25	2%	6%	55%	16%	20%	0%	100%	1,24	130,2	48,1%	51,9%	10	130,6	48,3%	51,7%	17																				
66 Nord-Pas de Calais	117,6	45,7%	54,3%	41	2%	10%	52%	25%	11%	0%	100%	1,07	117,2	46,7%	53,3%	33	121,8	46,7%	53,3%	21																				
67 Nord-Pas de Calais	104,5	52,6%	47,4%	42	2%	4%	54%	13%	21%	1%	100%	1,28	109,1	53,1%	46,9%	35	107,7	52,7%	47,3%	35																				
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>1 632,1</b>	<b>48,3%</b>	<b>51,7%</b>	<b>24</b>	<b>5%</b>	<b>10%</b>	<b>55%</b>	<b>17%</b>	<b>14%</b>	<b>2%</b>	<b>100%</b>	<b>1,25</b>	<b>1 661,4</b>	<b>48,8%</b>	<b>51,2%</b>	<b>26</b>	<b>1 687,4</b>	<b>48,9%</b>	<b>51,1%</b>	<b>26</b>																				
21 Côte d'Or	81,8	53,1%	46,9%	44	3%	10%	69%	5%	7%	0%	100%	1,31	84,2	53,8%	46,2%	22	84,4	53,9%	46,1%	42																				
25 Doubs	94,8	53,8%	46,2%	43	2%	7%	69%	4%	14%	2%	100%	1,23	97,5	59,9%	40,1%	29	97,8	61,3%	38,7%	21																				
59 Nord-Pas de Calais	66,1	53,8%	46,2%	18	1%	3%	65%	18%	1%	0%	100%	1,25	71,6	52,4%	47,6%	43	75,3	52,4%	47,6%	41																				
58 Nord-Pas de Calais	80,4	48,7%	51,3%	46	3%	10%	44%	21%	13%	1%	100%	1,17	80,9	49,0%	51,0%	50	81,7	50,4%	49,6%	27																				
70 Haute-Saône	44,1	53,6%	46,4%	44	10%	6%	65%	6%	0%	0%	100%	1,24	47,5	53,1%	46,9%	35	47,0	53,2%	46,8%	37																				
71 Haute-Saône	141,6	49,7%	50,3%	43	2%	11%	57%	21%	9%	0%	100%	1,19	146,1	50,0%	50,0%	40	150,5	49,9%	50,1%	36																				
91 Loiret	52,1	46%	54%	17	2%	1%	46%	4%	11%	1%	100%	1,21	52,4	46%	54%	15	52,0	46%	54%	24																				
92 Loiret	24,8	55,3%	44,7%	25	10%	11%	53%	15%	7%	0%	100%	1,35	28,8	55,3%	44,7%	27	28,8	55,2%	44,8%	27																				
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>649,6</b>	<b>52,0%</b>	<b>48,0%</b>	<b>43</b>	<b>4%</b>	<b>10%</b>	<b>59%</b>	<b>13%</b>	<b>14%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>668,1</b>	<b>52,1%</b>	<b>47,9%</b>	<b>49</b>	<b>684,4</b>	<b>52,5%</b>	<b>47,5%</b>	<b>52</b>																				
63 Loire-Atlantique	173,8	53,5%	46,5%	46	4%	6%	54%	17%	4%	0%	100%	1,17	174,5	53,1%	46,9%	46	175,0	53,1%	46,9%	46																				
29 Finistère	245,0	53,8%	46,2%	13	3%	8%	69%	3%	16%	1%	100%	1,28	242,6	54,4%	45,6%	15	243,1	54,5%	45,5%	17																				
35 Ille-et-Vilaine	186,0	51,3%	48,7%	16	7%	6%	77%	5%	5%	1%	100%	1,22	186,8	51,3%	48,7%	12	199,8	52,1%	47,9%	13																				
44 Bretagne	181,2	53,6%	46,4%	10	2%	7%	60%	22%	6%	0%	100%	1,04	182,4	52,4%	47,6%	21	192,4	53,8%	46,2%	30																				
<b>Bretagne</b>	<b>786,1</b>	<b>53,1%</b>	<b>46,9%</b>	<b>25</b>	<b>3%</b>	<b>7%</b>	<b>68%</b>	<b>11%</b>	<b>10%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,11</b>	<b>784,1</b>	<b>52,9%</b>	<b>47,1%</b>	<b>19</b>	<b>832,1</b>	<b>53,4%</b>	<b>46,6%</b>	<b>30</b>																				
18 Centre-Val de Loire	119,7	53,6%	46,4%	28	4%	11%	31%	42%	9%	3%	100%	1,19	117,7	54,3%	45,7%	48	117,8	54,2%	45,8%	43																				
36 Centre-Val de Loire	76,5	53,0%	47,0%	17	2%	8%	52%	24%	14%	0%	100%	1,21	80,0	53,1%	46,9%	42	80,1	55,0%	45,0%	29																				
38 Centre-Val de Loire	78,1	49,0%	51,0%	32	4%	1%	49%	16%	20%	0%	100%	1,21	80,4	49,8%	50,2%	35	82,0	50,0%	50,0%	31																				
37 Loire-Atlantique	149,6	52,8%	47,2%	41	2%	7%	57%	11%	22%	1%	100%	1,27	158,4	52,1%	47,9%	34	164,7	51,8%	48,2%	41																				
41 Loire-Atlantique	70,8	55,1%	44,9%	12	1%	3%	62%	2%	2%	0%	100%	1,20	72,1	55,3%	44,7%	13	74,3	54,0%	46,0%	9																				
45 Loire	101,6	45,5%	54,5%	18	3%	0%	53%	6%	28%	1%	100%	1,28	102,7	45,1%	54,9%	24	103,8	43,2%	56,8%	26																				
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>596,0</b>	<b>51,4%</b>	<b>48,6%</b>	<b>29</b>	<b>3%</b>	<b>5%</b>	<b>50%</b>	<b>16%</b>	<b>20%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>612,0</b>	<b>51,6%</b>	<b>48,4%</b>	<b>34</b>	<b>630,8</b>	<b>52,0%</b>	<b>48,0%</b>	<b>37</b>																				
64 Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100%	0	0	0	0	0	0	0																						
28 Corse du Nord	22,4	51,3%	48,7%	107	0%	0%	24%	42%	34%	0%	100%	1,09	21,8	49,1%	50,9%	51	22,3	51,6%	48,4%	27																				
97 Guadeloupe	22,8	52,6%	47,4%	107	0%	0%	24%	42%	34%	0%	100%	1,09	22,8	52,6%	47,4%	107	23,3	52,6%	47,4%	28																				
98 Martinique	195,9	51,1%	48,9%	26	13%	20%	38%	10%	6%	1%	100%	1,16	198,9	51,0%	49,0%	40	202,6	52,5%	47,5%	38																				
97 Guadeloupe	147,7	53,4%	46,6%	46	5%	11%	52%	19%	14%	0%	100%	1,23	152,5	52,7%	47,3%	44	156,7	54,6%	45,4%	40																				
98 Martinique	134,6	56,2%	43,8%	21	6%	0%	46%	12%	16%	2%	100%	1,20	137,8	56,3%	43,7%	22	139,4	56,2%	43,8%	23																				
97 Guadeloupe	137,0	50,3%	49,7%	67	2%	4%	53%	25%	14%	3%	100%	1,14	146,9	54,3%	45,7%	34	150,2	54,4%	45,6%	38																				
98 Martinique	138,2	50,2%	49,8%	40	18%	11%	35%	15%	14%	7%	100%	1,17	132,3	52,3%	47,7%	38	132,8	52,7%	47,3%	30																				
97 Guadeloupe	134,0	52,1%	47,9%	33	2%	1%	43%	14%	12%	1%	100%	1,11	139,7	51,7%	48,3%	60	158,1	54,8%	45,2%	64																				
98 Martinique	129,7	50,7%	49,3%	19	1%	10%	53%	27%	9%	2%	100%	1,19	133,5	51,1%	48,9%	59	134,4	52,5%	47,5%	52																				
97 Guadeloupe	98,2	53,3%	46,7%	15	2%	3%	59%	23%	6%	1%	100%	1,26	99,9	53,7%	46,3%	16	103,2	52,6%	47,4%	33																				
<b>Île de France</b>	<b>1 492,8</b>	<b>52,4%</b>	<b>47,6%</b>	<b>37</b>	<b>7%</b>	<b>10%</b>	<b>48%</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>2%</b>	<b>100%</b>	<b>1,18</b>	<b>1 519,0</b>	<b>52,7%</b>	<b>47,3%</b>	<b>40</b>	<b>1 574,4</b>	<b>53,8%</b>	<b>46,2%</b>	<b>37</b>																				
92 Île de France	30,3	49,4%	50,6%																																					

**Servies mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

Indicateurs relatifs au personnel - Valeurs médianes

Régions et départements	2016											2017			2018			
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification						Indicateur de maîtrise de l'outil informatique (VI)	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation		
				Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI								Niveau I à VI	
<b>Alsace</b>	45,1%	54,9%	9	2%	3%	59%	20%	16%	0%	100%	1,31	46,4%	53,6%	16	47,0%	53,0%	31	
10 Aube	57,7%	42,3%	25	12%	30%	11%	21%	3%	5%	100%	1,18	56,5%	43,5%	30	53,0%	47,0%	24	
12 Marne	51,7%	48,3%	33	4%	4%	55%	33%	0%	0%	100%	1,12	52,0%	47,0%	44	53,1%	46,7%	0	
50 Moselle	46,2%	53,8%	12	5%	4%	48%	14%	24%	0%	100%	1,23	47,2%	52,8%	50	48,0%	52,0%	26	
54 Moselle-Metropole	45,0%	55,0%	10	2%	7%	61%	20%	0%	0%	100%	1,22	54,2%	45,8%	27	53,6%	49,4%	17	
55 Meuse	46,3%	53,7%	23	0%	4%	4%	1%	42%	0%	100%	1,22	47,8%	52,2%	35	47,9%	52,1%	48	
87 Nouvelle Aquitaine	49,0%	51,0%	65	2%	10%	56%	17%	8%	0%	100%	1,17	50,0%	50,0%	15	46,5%	53,5%	21	
87 Nouvelle Aquitaine-DE	52,2%	47,8%	10	3%	4%	69%	2%	0%	0%	100%	1,13	41,0%	59,0%	16	46,2%	53,8%	28	
88 Rhin-Haut	50,4%	49,6%	27	0%	3%	49%	24%	13%	0%	100%	1,14	50,4%	49,6%	23	53,9%	46,1%	32	
88 Rhin-Vosges	54,9%	45,1%	25	2%	3%	51%	30%	14%	2%	100%	1,25	53,5%	46,5%	33	55,7%	44,3%	33	
Grand Est	50,2%	49,8%	24	2%	7%	54%	16%	100%	0%	100%	1,20	53,5%	46,5%	29	53,8%	46,2%	34	
14 Normandie	48,0%	52,0%	5%	0%	12%	47%	8%	8%	0%	100%	1,19	47,9%	52,1%	30	46,7%	53,3%	41	
17 Normandie-Maine	53,0%	47,0%	14	1%	12%	49%	3%	4%	2%	100%	1,40	52,5%	47,5%	44	50,2%	49,8%	41	
18 Normandie	50,4%	49,6%	11	2%	7%	53%	11%	28%	2%	100%	1,28	49,1%	50,9%	25	48,8%	51,2%	21	
27 Normandie	51,7%	48,3%	11	0%	4%	59%	25%	1%	0%	100%	1,32	52,0%	47,4%	17	52,5%	47,5%	8	
28 Normandie	42,4%	57,6%	20	2%	2%	58%	22%	0%	0%	100%	1,22	52,0%	47,7%	21	47,9%	52,1%	29	
35 Bretagne	49,5%	50,5%	14	1%	14%	51%	18%	1%	1%	100%	1,25	49,0%	51,0%	15	46,7%	53,3%	24	
40 Bretagne	47,4%	52,6%	6	0%	5%	53%	30%	12%	1%	100%	1,35	46,2%	53,8%	6	49,0%	51,0%	8	
44 Bretagne	52,1%	47,9%	31	1%	1%	54%	34%	3%	0%	100%	1,23	50,4%	49,6%	33	49,8%	50,2%	45	
63 Paysanne Atlantique	45,1%	54,9%	7	1%	7%	58%	13%	12%	0%	100%	1,27	44,0%	56,0%	13	44,6%	55,4%	3	
70 Bourgogne	47,7%	52,3%	25	2%	6%	55%	16%	21%	0%	100%	1,24	48,1%	51,9%	9	48,3%	51,7%	17	
81 Occitanie	49,4%	50,6%	17	1%	1%	52%	20%	21%	0%	100%	1,20	47,0%	53,0%	26	47,3%	52,7%	25	
82 Occitanie	54,2%	45,8%	4%	1%	0%	54%	21%	0%	0%	100%	1,24	56,0%	44,0%	4%	56,1%	43,9%	43	
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>49,0%</b>	<b>51,0%</b>	<b>43</b>	<b>2%</b>	<b>7%</b>	<b>55%</b>	<b>17%</b>	<b>8%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,24</b>	<b>49,1%</b>	<b>50,9%</b>	<b>23</b>	<b>48,9%</b>	<b>51,1%</b>	<b>24</b>	
83 Corse-ED	53,4%	46,6%	43	1%	11%	72%	13%	0%	0%	100%	1,33	54,1%	45,9%	72	54,3%	45,7%	19	
91 Île de France	58,4%	41,6%	4%	0%	6%	65%	1%	3%	1%	100%	1,21	50,2%	49,8%	62	61,2%	38,8%	17	
93 Paris	53,8%	46,2%	58	1%	2%	45%	18%	14%	0%	100%	1,25	52,4%	47,6%	43	52,4%	47,6%	41	
94 Île de France	49,3%	50,7%	36	2%	11%	46%	22%	7%	0%	100%	1,11	52,7%	47,3%	37	54,8%	45,2%	31	
95 Bretagne-Haute	54,7%	45,3%	49	10%	15%	64%	5%	0%	0%	100%	1,22	54,8%	45,2%	42	53,8%	46,2%	43	
97 Martinique	51,4%	48,6%	47	2%	0%	58%	21%	100%	0%	100%	1,22	52,0%	47,2%	29	53,5%	46,5%	16	
97 Réunion	47,8%	52,2%	17	0%	0%	69%	3%	16%	0%	100%	1,24	46,4%	53,6%	54	49,4%	50,6%	9	
98 Terr. de Guadeloupe	55,3%	44,7%	25	10%	13%	51%	13%	7%	0%	100%	1,30	55,3%	44,7%	27	52,3%	47,7%	27	
<b>Bourgogne-Franche Comté</b>	<b>52,0%</b>	<b>47,9%</b>	<b>39</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>60%</b>	<b>4%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>49,1%</b>	<b>50,9%</b>	<b>44</b>	<b>54,2%</b>	<b>45,8%</b>	<b>23</b>	
25 Bourgogne-Franche Comté	50,2%	49,8%	49	0%	8%	67%	15%	0%	0%	100%	1,30	49,7%	50,3%	20	50,0%	50,0%	15	
70 Normandie	51,8%	48,2%	13	3%	8%	69%	3%	16%	1%	100%	1,28	54,4%	45,6%	15	54,5%	45,5%	17	
76 Île de France	53,5%	46,5%	16	0%	0%	60%	4%	0%	1%	100%	1,49	53,8%	46,2%	11	52,1%	47,9%	12	
77 Normandie	53,6%	46,4%	3	1%	9%	57%	28%	4%	0%	100%	1,10	51,7%	48,3%	26	51,8%	48,2%	37	
<b>Bretagne</b>	<b>52,9%</b>	<b>47,1%</b>	<b>29</b>	<b>3%</b>	<b>6%</b>	<b>66%</b>	<b>8%</b>	<b>4%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,20</b>	<b>51,5%</b>	<b>48,5%</b>	<b>19</b>	<b>52,1%</b>	<b>47,9%</b>	<b>17</b>	
11 Bretagne	51,7%	48,3%	19	0%	0%	62%	10%	7%	0%	100%	1,17	53,0%	47,0%	18	52,9%	47,1%	17	
28 Eure-et-Loir	53,4%	46,6%	28	1%	11%	51%	20%	13%	0%	100%	1,23	53,5%	46,5%	37	56,2%	43,8%	22	
35 Bretagne	50,6%	49,4%	26	5%	7%	48%	3%	25%	0%	100%	1,21	49,5%	50,5%	27	49,7%	50,3%	29	
41 Normandie	52,6%	47,4%	20	2%	7%	57%	10%	21%	0%	100%	1,21	52,1%	47,9%	20	51,5%	48,5%	17	
41 Loire-et-Cher	55,1%	44,9%	12	1%	5%	62%	3%	27%	1%	100%	1,20	55,5%	44,5%	13	54,0%	46,0%	9	
45 Loire	51,7%	48,3%	15	2%	7%	48%	7%	0%	0%	100%	1,17	53,0%	47,0%	22	42,0%	58,0%	24	
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>51,6%</b>	<b>48,4%</b>	<b>29</b>	<b>3%</b>	<b>7%</b>	<b>50%</b>	<b>12%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,22</b>	<b>52,0%</b>	<b>48,0%</b>	<b>33</b>	<b>51,2%</b>	<b>48,8%</b>	<b>33</b>	
28 Centre-Val de Loire	51,0%	49,0%	108	0%	24%	42%	24%	0%	0%	100%	1,11	50,0%	50,0%	51	53,5%	46,5%	26	
<b>Corse</b>	<b>51,3%</b>	<b>48,7%</b>	<b>108</b>	<b>0%</b>	<b>24%</b>	<b>42%</b>	<b>24%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,11</b>	<b>50,0%</b>	<b>50,0%</b>	<b>51</b>	<b>53,5%</b>	<b>46,5%</b>	<b>26</b>	
91 Île de France	50,4%	49,6%	18	5%	18%	35%	17%	0%	0%	100%	1,18	51,4%	48,6%	35	53,0%	47,0%	34	
91 Seine-Métropole	53,9%	46,1%	46	5%	5%	51%	20%	14%	0%	100%	1,21	50,0%	50,0%	47	54,2%	45,8%	54	
10 Bretagne	55,1%	44,9%	22	3%	15%	45%	14%	17%	0%	100%	1,10	55,1%	44,9%	17	55,7%	44,3%	25	
41 Normandie	54,9%	45,1%	53	0%	2%	53%	30%	0%	1%	100%	1,12	55,3%	44,7%	28	55,6%	44,4%	36	
44 Bretagne-Haute	51,9%	48,1%	46	2%	0%	52%	12%	0%	0%	100%	1,12	49,1%	50,9%	37	48,3%	51,7%	34	
63 Paysanne Centre	52,0%	48,0%	83	5%	16%	54%	16%	9%	0%	100%	1,10	51,7%	48,3%	59	50,7%	49,3%	87	
63 Val de France	52,0%	48,0%	51	2%	2%	59%	13%	0%	0%	100%	1,18	51,0%	49,0%	39	53,0%	47,0%	51	
63 Val de France	51,8%	48,2%	21	2%	2%	57%	24%	1%	0%	100%	1,13	51,3%	48,7%	19	52,1%	47,9%	35	
<b>Île de France</b>	<b>52,0%</b>	<b>48,0%</b>	<b>32</b>	<b>3%</b>	<b>9%</b>	<b>52%</b>	<b>17%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,17</b>	<b>52,1%</b>	<b>47,9%</b>	<b>37</b>	<b>53,0%</b>	<b>47,0%</b>	<b>36</b>	
75 Paris	50,5%	49,5%	54	0%	6%	54%	11%	30%	0%	100%	1,14	47,0%	52,0%	61	47,9%	52,1%	54	
77 Île de France	49,7%	50,3%	31	3%	3%	58%	26%	0%	0%	100%	1,24	47,8%	52,2%	29	47,8%	52,2%	21	
78 Île de France	42,4%	57,6%	7	2%	0%	57%	31%	8%	0%	100%	1,27	42,4%	57,6%	14	42,9%	57,1%	21	
92 Grand Est	50,8%	49,2%	13	0%	0%	63%	29%	0%	0%	100%	1,15	50,8%	49,2%	14	50,0%	50,0%	40	
94 Île de France	45,7%	54,3%	41	1%	1%	54%	21%	21%	0%	100%	1,28	51,3%	48,7%	41	51,4%	48,6%	40	
95 Grand Est	49,6%	50,4%	25	3%	5%	60%	32%	0%	0%	100%	1,28	49,8%	50,2%	7	49,6%	50,4%	9	
97 Martinique	48,2%	51,8%	58	12%	17%	48%	21%	0%	0%	100%	1,18	48,1%	51,9%	58	48,1%	51,9%	40	
97 Réunion	42,7%	57,3%	54	4%	4%	18%	38%	17%	22%	0%	100%	1,23	43,3%	56,7%	58	43,3%	56,7%	54
44 Bretagne	45,5%	54,5%	11	6%	6%	52%	22%	13%	0%	100%	1,17	45,5%	54,5%	35	47,6%	52,4%	30	
63 Paysanne Occident	45,7%	54,3%	24	4%	4%	42%	29%	0%	0%	100%	1,13	44,1%	55,9%	60	45,0%	55,0%	58	
63 Paysanne Occident	50,5%	49,5%	10%	12%	23%	31%	27%	7%	1%	100%	1,10	50,3%	49,7%	66	50,7%	49,3%	74	
81 Occitanie	48,6%	51,4%	21	0%	3%	62%	15%	0%	4%	100%	1,22	48,4%	51,6%	32	49,4%	50,6%	14	
82 Terr. de Guadeloupe	50,9%	49,1%	30	4%	7%	58%	10%	21%	1%	100%	1,10	50,4%	49,6%	35	50,4%	49,6%	38	
<b>Occitanie</b>	<b>48,7%</b>	<b>51,3%</b>	<b>31</b>	<b>2%</b>	<b>6%</b>	<b>57%</b>	<b>2</b>											



**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

Régions et départements	Répartition des personnes au 31/12/2017 selon le niveau de ressources											TOTAL en %	TOTAL des personnes
	O-AAH	AAH-SMIC	SMIC-1,2 SMIC	1,2 SMIC-1,4 SMIC	1,4 SMIC-1,6 SMIC	1,6 SMIC-1,8 SMIC	1,8 SMIC-2 SMIC	2 à 2,5 SMIC	2,5 à 3 SMIC	4 à 6 SMIC	> 6 SMIC		
	<b>Bretagne</b>	36,2%	56,2%	4,0%	1,7%	1,0%	0,3%	0,4%	0,0%	0,2%	0,1%		
10 Aube	22,2%	66,4%	7,6%	1,8%	0,9%	0,3%	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	2 243
51 Marne	38,8%	57,4%	5,7%	2,1%	0,8%	0,3%	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	2 845
52 Marne Haute	40,5%	53,8%	3,7%	0,8%	0,4%	0,1%	0,4%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1 308
54 Meurthe-et-Moselle	33,0%	55,4%	5,5%	2,5%	1,4%	0,6%	0,6%	0,5%	0,3%	0,1%	0,1%	100,0%	3 400
55 Meuse	27,7%	61,9%	6,4%	2,0%	0,8%	0,4%	0,3%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	1 781
67 Moselle	23,4%	66,6%	5,1%	2,4%	1,0%	0,6%	0,3%	0,4%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	5 931
87 Rhin (Bas)	38,5%	60,8%	5,2%	2,4%	1,2%	0,6%	0,3%	0,7%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	3 445
68 Rhin (Haut)	22,7%	55,0%	5,8%	2,3%	1,0%	0,7%	0,4%	0,3%	0,5%	0,0%	0,1%	100,0%	3 569
58 Yonne	34,0%	58,4%	4,1%	1,7%	0,9%	0,3%	0,2%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	2 969
<b>Grand Est</b>	<b>30,8%</b>	<b>59,1%</b>	<b>5,3%</b>	<b>2,2%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>100,0%</b>	<b>29 896</b>
16 Charente	30,9%	58,5%	5,7%	2,5%	0,9%	0,7%	0,3%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	3 113
17 Charente Maritime	36,1%	52,6%	5,1%	2,4%	1,4%	0,7%	0,4%	0,6%	0,5%	0,1%	0,0%	100,0%	5 938
54 Corréze	35,5%	55,5%	4,2%	2,1%	0,8%	0,7%	0,5%	0,5%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	2 332
24 Creuse	51,4%	41,9%	3,0%	1,9%	0,8%	0,4%	0,2%	0,5%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	1 313
24 Dordogne	38,3%	51,3%	5,1%	2,0%	1,2%	0,6%	0,5%	0,5%	0,3%	0,1%	0,1%	100,0%	4 631
33 Gironde	33,5%	57,1%	5,0%	1,9%	1,0%	0,5%	0,4%	0,3%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	9 111
42 Landes	36,6%	55,4%	4,2%	1,8%	0,9%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	2 726
47 Lot-et-Garonne	33,5%	56,5%	5,1%	1,6%	1,0%	0,7%	0,5%	0,5%	0,3%	0,2%	0,1%	100,0%	3 322
64 Pyrénées Atlantiques	25,4%	64,1%	4,5%	2,0%	1,2%	0,7%	0,6%	0,8%	0,5%	0,2%	0,1%	100,0%	4 675
78 Seine Ouest	39,2%	52,5%	4,9%	1,5%	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	3 622
86 Vendée	31,8%	57,8%	6,2%	2,0%	0,8%	0,5%	0,3%	0,2%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	3 499
87 Vendée (Haut)	33,1%	56,3%	5,9%	2,1%	0,9%	0,7%	0,3%	0,3%	0,1%	0,1%	0,0%	100,0%	3 186
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>34,4%</b>	<b>55,8%</b>	<b>5,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>47 468</b>
21 Côte d'Or	27,6%	61,9%	5,4%	2,2%	1,3%	0,6%	0,4%	0,3%	0,1%	0,1%	0,0%	100,0%	2 446
54 Doubs	28,5%	59,8%	5,9%	2,5%	1,3%	0,6%	0,4%	0,6%	0,4%	0,1%	0,1%	100,0%	2 775
56 Jura	35,1%	53,6%	5,3%	2,0%	1,0%	0,4%	0,8%	0,5%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	2 200
58 Nièvre	30,8%	59,8%	4,8%	2,2%	1,0%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,0%	0,0%	100,0%	2 227
79 Saône Haute	40,2%	50,5%	4,9%	2,2%	1,0%	0,5%	0,5%	0,5%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	1 905
71 Saône Loire	24,6%	63,1%	7,0%	2,7%	1,2%	0,5%	0,3%	0,4%	0,4%	0,0%	0,0%	100,0%	4 325
89 Yonne	53,4%	36,3%	5,7%	2,3%	1,1%	0,5%	0,3%	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	2 753
<b>Normandie</b>	<b>32,4%</b>	<b>43,8%</b>	<b>17,7%</b>	<b>5,1%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>900</b>
<b>Normandie-Franche Comté</b>	<b>33,4%</b>	<b>45,1%</b>	<b>6,8%</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>19 313</b>
22 Côtes d'Armor	36,1%	53,4%	5,0%	2,4%	1,5%	0,6%	0,3%	0,4%	0,1%	0,1%	0,0%	100,0%	5 458
29 Finistère	26,9%	61,8%	5,7%	2,5%	1,3%	0,7%	0,3%	0,5%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	7 999
36 Ile et Vallée	21,6%	67,9%	5,7%	2,1%	1,1%	0,6%	0,4%	0,2%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	5 901
46 Mayenne	31,3%	56,5%	5,3%	2,6%	1,3%	0,7%	0,5%	0,5%	0,6%	0,1%	0,0%	100,0%	5 465
<b>Occitanie</b>	<b>28,6%</b>	<b>60,2%</b>	<b>5,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>24 823</b>
18 Cher	31,1%	60,2%	4,7%	1,9%	0,8%	0,6%	0,2%	0,3%	0,1%	0,1%	0,0%	100,0%	3 487
28 Eure et Loir	28,0%	61,0%	6,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,3%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	2 643
39 Indre	37,5%	48,9%	8,2%	3,0%	1,7%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	2 275
37 Indre-et-Loire	38,9%	51,6%	5,3%	2,4%	1,3%	0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	4 682
41 Loir et Cher	24,7%	64,5%	5,5%	2,3%	1,1%	0,6%	0,4%	0,6%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	2 146
45 Loiret	31,0%	57,7%	6,1%	2,4%	1,2%	0,4%	0,4%	0,6%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	2 808
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>32,7%</b>	<b>56,8%</b>	<b>5,9%</b>	<b>2,3%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>18 041</b>
26 Corse du Sud	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0
28 Corse Haute	46,6%	42,5%	6,8%	1,4%	2,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	562
<b>Corse</b>	<b>46,6%</b>	<b>42,5%</b>	<b>6,8%</b>	<b>1,4%</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>562</b>
13 Paris	34,8%	49,0%	5,9%	3,5%	1,9%	1,2%	1,2%	1,3%	1,1%	0,1%	0,0%	100,0%	5 664
77 Seine-Marne	30,8%	58,2%	5,5%	2,2%	1,4%	0,6%	0,2%	0,6%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	4 653
78 Yvelines	32,1%	56,9%	5,3%	2,1%	1,4%	0,7%	0,5%	0,4%	0,3%	0,1%	0,1%	100,0%	4 190
91 Essonne	29,2%	58,4%	6,2%	2,5%	1,3%	0,9%	0,5%	0,6%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	4 281
92 Seine Haute de	20,1%	56,7%	13,8%	3,6%	2,2%	1,1%	0,6%	0,7%	0,8%	0,3%	0,1%	100,0%	3 568
93 Seine St Denis	36,6%	48,0%	10,2%	1,6%	3,3%	0,7%	0,6%	0,5%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	4 328
94 Val de Marne	30,2%	58,2%	6,0%	2,2%	1,4%	0,8%	0,4%	0,5%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	3 460
95 Val d'Oise	37,2%	60,1%	5,2%	2,4%	1,6%	0,9%	0,4%	0,5%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	2 958
<b>Île-de-France</b>	<b>31,6%</b>	<b>54,3%</b>	<b>7,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>100,0%</b>	<b>32 842</b>
63 Auvergne	40,1%	51,3%	4,2%	2,2%	0,8%	0,6%	0,5%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	855
11 Aude	41,2%	48,5%	5,7%	2,3%	0,9%	0,5%	0,1%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	2 842
12 Ariège	38,0%	52,8%	3,7%	2,2%	1,0%	0,4%	0,5%	0,6%	0,4%	0,1%	0,0%	100,0%	2 199
30 Gard	41,3%	50,2%	4,3%	1,9%	0,7%	0,4%	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	3 099
31 Garonne (Haute)	37,5%	51,4%	7,2%	1,8%	0,8%	0,4%	0,3%	0,3%	0,1%	0,1%	0,0%	100,0%	4 200
32 Gers	32,1%	54,1%	5,5%	1,8%	0,9%	0,6%	0,5%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	2 062
34 Hérault	36,2%	55,3%	2,9%	1,7%	0,9%	0,7%	0,4%	0,3%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	1 696
46 Lot	34,7%	52,3%	2,9%	1,9%	0,9%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,1%	0,1%	100,0%	1 472
48 Loiret	29,4%	64,5%	3,3%	1,4%	0,6%	0,1%	0,2%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	100,0%	1 515
65 Pyrénées Hautes	26,2%	67,5%	3,9%	1,5%	0,7%	0,5%	0,1%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1 486
66 Pyrénées Orient	26,3%	61,6%	5,1%	2,0%	1,9%	0,9%	0,7%	0,9%	0,6%	0,0%	0,0%	100,0%	2 689
81 Tarn	34,1%	58,8%	4,2%	1,2%	0,7%	0,4%	0,1%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	2 290
82 Tarn et Garonne	36,2%	56,9%	3,7%	1,0%	0,8%	0,3%	0,1%	0,6%	0,3%	0,1%	0,0%	100,0%	1 532
<b>Occitanie</b>	<b>35,4%</b>	<b>48,7%</b>	<b>4,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>30 917</b>
2 Alsace	33,0%	57,3%	4,5%	2,1%	0,9%	0,5%	0,3%	0,4%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	4 188
59 Nord	36,0%	58,1%	3,0%	1,5%	0,7%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	20 250
60 Oise	40,7%	57,4%	6,5%	2,5%	1,3%	0,5%	0,3%	0,4%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	4 412
63 Puy-de-Dôme	36,6%	66,3%	3,7%	1,4%	0,7%	0,4%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	11 092
80 Somme	32,2%	60,2%	4,0%	1,5%	0,7%	0,6%	0,2%	0,2%	0,2%	0,0%	0,1%	100,0%	4 616
<b>Hauts-de-France</b>	<b>35,0%</b>	<b>37,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>1,6%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>44 556</b>
14 Calvados	34,9%	55,4%	5,3%	1,9%	1,1%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	6 785
51 Loire	31,3%	58,7%	5,1%	2,4%	1,3%	0,5%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	100,0%	4 281
50 Manche	27,3%	62,3%	6,2%	2,0%	0,9%	0,5%	0,2%	0,4%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	4 176
51 Orne	34,8%	58,1%	4,2%	1,4%	0,8%	0,2%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	2 855
53 Seine Maritime	27,2%	62,7%	5,2%	2,4%	1,0%	0,4%	0,3%	0,4%	0,3%</				

**Annexe 7**

***Services Délégués  
aux prestations***

**Tableau de bord**

**Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs moyennes**

Données générales

	2016	2017		2018	
		Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12	14 533	14 814	1,9%	15 292	3,2%
Mesures en moyenne dans l'année	14 479	14 481	0,0%	14 749	1,9%
ETP	937	954	1,8%	967	1,4%
Nombre de points	3 473 015	3 455 044	-0,5%	3 543 535	2,6%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2016	2017	2018
Poids moyen de la mesure	19,99	19,88	20,02
Valeur du point service	16,24	16,93	16,80
Nombre de points par ETP	3 707	3 622	3 665
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	15,96	15,60	15,79

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2016	2017	2018
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,47	13,89	13,78
- Valeur du point délégué	7,55	7,90	7,78
- Valeur du point autres personnels	5,91	5,99	6,00

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

	2016	2017	2018
Nombre de postes ETP (en %)			
Délégués	55,3%	56,1%	56,1%
Autres personnel	44,7%	44,0%	44,1%

Indicateur de qualification en 2016	Niveau I (812/M)	Niveau II (912/M)	Niveau III (916/M)	Niveau IV (944/M)	Niveau V (953/M)	Niveau VI (963/M)	Niveaux I à VI
%	3,6%	9,4%	60,5%	14,6%	11,0%	1,1%	100%

Indicateur de formation	2016	2017	2018
nb d'h/ETP	35,5	36,7	35,5

Indice de vieillesse-technicité en 2016	1,3
---	-----

	2016	2017	2018
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 707	3 622	3 665
Nombre de points par ETP délégués	6 704	6 457	6 530
Nombre de points par ETP autres personnels	8 290	8 232	8 317

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2016
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,9

	2015
Coût de l'intervention des délégués	33,7

**Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs médianes**

**Indicateurs de référence-Médianes**

	2016	2017	2018
Poids moyen de la mesure	19,85	19,83	19,87
Valeur du point service	17,02	17,30	16,60
Nombre de points par ETP	3 637	3 711	3 637
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	15,66	15,98	15,66

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes**

	2016	2017	2018
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,55	14,15	13,45
- Valeur du point délégué	7,90	7,88	7,60
- Valeur du point autres personnels	5,82	5,69	5,70

**Indicateurs relatifs au personnel-Médianes**

Nombre de postes ETP (en %)	2016	2017	2018
Délégués	55,6%	57,0%	55,6%
Autres personnel	44,4%	43,0%	44,4%

Indicateur de qualification en 2016	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	2,3%	7,3%	62,2%	10,3%	4,5%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2016	2017	2018
nb d'h/ETP	18,1	36,7	35,5

Indice de vieillesse-technicité en 206-16	1,32
---	------

	2016	2017	2018
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 637	3 711	3 637
Nombre de points par ETP délégués	6 596	6 553	6 648
Nombre de points par ETP autres personnels	8 580	8 676	8 484

**Indicateurs d'activité-Médianes**

	2016
TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail	
Indicateur de temps actif mobilisable	0,89

	2016
Coût de l'intervention des délégués	34,35

**Tableau de bord sur les mesures**

**Nombre de mesures en moyenne, au 31/12 et flux**

		2016		2017		2018	
		En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12
<b>MJAGBF ou TPSE</b>	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	14 408	99,1%	14 410	97,3%	14 683	96,0%
	Nombre de mesures au 31/12	14 462	99,5%	14 742	99,5%	15 225	99,6%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	3 525	24,3%	3 352	22,6%	3 488	22,8%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	3 735	25,7%	3 061	20,7%	2 975	19,5%
<b>MJAGBF doublée d'une MAJ</b>	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	72	0,5%	71	0,5%	66	0,4%
	Nombre de mesures au 31/12	71	0,5%	72	0,5%	67	0,4%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	21	0,1%	23	0,2%	15	0,1%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	29	0,2%	19	0,1%	15	0,1%
<b>Total des mesures (MJAGBF et MJAGBF doublée d'une MAJ)</b>	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	14 479	99,6%	14 481	97,7%	14 749	96,4%
	Nombre de mesures au 31/12	14 533	100,0%	14 814	100,0%	15 292	100,0%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	3 546	24,4%	3 375	22,8%	3 503	22,9%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	3 764	25,9%	3 080	20,8%	2 990	19,6%

**Répartition des familles en fonction de la prestation sociale perçue et selon les financeurs publics**

Départements	Répartition en % des familles selon les financeurs publics				
	CAF	MSA	CARSAT	Régime spécial	TOTAL
Grand-Est	98,9%	1,0%	0,0%	0,1%	100,0%
Nouvelle Aquitaine	94,7%	5,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Bourgogne-Franche Comté	97,1%	2,9%	0,0%	0,0%	100,0%
Bretagne	95,9%	4,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Centre-Val de Loire	97,4%	2,6%	0,0%	0,0%	100,0%
Corse	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Ile de France	99,7%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Occitanie	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Hauts-de-France	98,1%	1,9%	0,0%	0,0%	100,0%
Normandie	97,7%	2,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Pays de Loire	95,9%	4,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	99,1%	0,9%	0,0%	0,0%	100,0%
<b>Total National</b>	<b>99,9%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>

Services Délégés aux prestations familiales

	Services Délégés aux prestations familiales													Services Délégés aux prestations familiales													Services Délégés aux prestations familiales																																																																																									
	Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux Moyennes													Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux Moyennes													Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux Moyennes													Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux Moyennes																																																																												
	Exercice 2016				Exercice 2017				Exercice 2018				Exercice 2019				Exercice 2020				Exercice 2021				Exercice 2022				Exercice 2023				Exercice 2024																																																																																			
MIAGF ou TPSE													MIAGF double d'une TPSE ou MAU													TOTAL													MIAGF ou TPSE													MIAGF double d'une TPSE ou MAU													TOTAL													MIAGF ou TPSE													MIAGF double d'une TPSE ou MAU													TOTAL												
Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Measures en mesure	Measures au 31/12	Measures reçues	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures																																																														
A Adhésion	55	47	15	31	100%	1	0	0	1	0%	56	47	15	32	100%	1	0	0	1	0%	57	47	15	32	100%	1	0	0	1	0%	58	47	15	32	100%	1	0	0	1	0%	59	47	15	32	100%	1	0	0	1	0%	60	47	15	32	100%																																																													
A Abus	61	65	30	21	100%	0	0	0	0	0%	61	65	30	21	100%	0	0	0	0	0%	62	65	30	21	100%	0	0	0	0	0%	63	65	30	21	100%	0	0	0	0	0%	64	65	30	21	100%	0	0	0	0	0%	65	65	30	21	100%																																																													
A Démission	151	200	12	10	100%	0	0	0	0	0%	151	200	12	10	100%	0	0	0	0	0%	152	200	12	10	100%	0	0	0	0	0%	153	200	12	10	100%	0	0	0	0	0%	154	200	12	10	100%	0	0	0	0	0%	155	200	12	10	100%																																																													
A Média Média	43	43	14	12	100%	0	0	0	0	0%	43	43	14	12	100%	0	0	0	0	0%	44	43	14	12	100%	0	0	0	0	0%	45	43	14	12	100%	0	0	0	0	0%	46	43	14	12	100%	0	0	0	0	0%	47	43	14	12	100%																																																													
A Média Média Média	143	140	46	45	100%	0	0	0	0	0%	143	140	46	45	100%	0	0	0	0	0%	144	140	46	45	100%	0	0	0	0	0%	145	140	46	45	100%	0	0	0	0	0%	146	140	46	45	100%	0	0	0	0	0%	147	140	46	45	100%																																																													
A Média Média Média Média	240	234	69	67	100%	0	0	0	0	0%	240	234	69	67	100%	0	0	0	0	0%	241	234	69	67	100%	0	0	0	0	0%	242	234	69	67	100%	0	0	0	0	0%	243	234	69	67	100%	0	0	0	0	0%	244	234	69	67	100%																																																													
A Média Média Média Média Média	279	277	70	74	100%	4	1	2	1	1%	283	280	71	76	100%	5	2	3	2	2%	288	286	73	77	100%	6	3	4	3	3%	293	291	75	79	100%	7	4	5	4	4%	298	296	77	81	100%	8	5	6	5	5%	303	301	79	83	100%																																																													
A Média Média Média Média Média Média	362	366	98	97	100%	0	0	0	0	0%	362	366	98	97	100%	0	0	0	0	0%	363	366	98	97	100%	0	0	0	0	0%	364	366	98	97	100%	0	0	0	0	0%	365	366	98	97	100%	0	0	0	0	0%	366	366	98	97	100%																																																													
A Média Média Média Média Média Média Média	350	325	79	77	100%	0	1	0	0	1%	351	326	80	78	100%	1	1	0	0	1%	352	327	81	79	100%	1	1	0	0	1%	353	328	82	80	100%	1	1	0	0	1%	354	329	83	81	100%	1	1	0	0	1%	355	330	84	82	100%																																																													
A Média Média Média Média Média Média Média Média	1 689	1 672	365	364	100%	0	4	1	4	0%	1 689	1 676	366	368	1 000%	4 056	3 655	332	329	100%	4	0	1	0	1	0%	1 678	1 668	365	363	1 000%	1 668	1 658	364	362	1 000%	1 668	1 658	364	362	1 000%	1 668	1 658	364	362	1 000%	1 668	1 658	364	362	1 000%	1 668	1 658	364	362	1 000%																																																												
A Média Média Média Média Média Média Média Média Média	156	127	12	10	100%	0	7	0	0	0%	156	127	12	10	100%	0	7	0	0	0%	157	127	12	10	100%	0	7	0	0	0%	158	127	12	10	100%	0	7	0	0	0%	159	127	12	10	100%	0	7	0	0	0%	160	127	12	10	100%																																																													
A Média	110	110	34	31	100%	1	1	0	1%	111	110	34	31	100%	1	1	0	1%	112	110	34	31	100%	1	1	0	1%	113	110	34	31	100%	1	1	0	1%	114	110	34	31	100%	1	1	0	1%	115	110	34	31	100%																																																																		
A Média	156	156	34	13	100%	0	0	0	0%	157	156	34	13	100%	1	1	0	1%	158	156	34	13	100%	1	1	0	1%	159	156	34	13	100%	1	1	0	1%	160	156	34	13	100%	1	1	0	1%	161	156	34	13	100%																																																																		
A Média	156	156	30	11	100%	0	0	0	0%	157	156	30	11	100%	1	1	0	1%	158	156	30	11	100%	1	1	0	1%	159	156	30	11	100%	1	1	0	1%	160	156	30	11	100%	1	1	0	1%	161	156	30	11	100%																																																																		
A Média	390	390	87	55	100%	1	1	0	1%	391	390	87	55	100%	1	1	0	1%	392	390	87	55	100%	1	1	0	1%	393	390	87	55	100%	1	1	0	1%	394	390	87	55	100%	1	1	0	1%	395	390	87	55	100%																																																																		
A Média	385	385	28	21	100%	0	0	0	0%	386	385	28	21	100%	0	0	0	0%	387	385	28	21	100%	0	0	0	0%	388	385	28	21	100%	0	0	0	0%	389	385	28	21	100%	0	0	0	0%	390	385	28	21	100%																																																																		
A Média	427	418	17	10	100%	0	0	0	0%	428	419	18	11	100%	0	0	0	0%	429	419	18	11	100%	0	0	0	0%	430	419	18	11	100%	0	0	0	0%	431	419	18	11	100%	0	0	0	0%	432	419	18	11	100%																																																																		
A Média	224	220	42	52	98%	1	2	0	1	1%	225	222	42	55	100%	1	1	0	1%	226	224	40	46	100%	1	1	0	1%	227	225	40	47	100%	1	1	0	1%	228	225	40	47	100%	1	1	0	1%	229	226	40	47	100%																																																																	
A Média	160	167	28	17	100%	0	0	0	0%	161	168	31	17	100%	0	0	0	0%	162	168	31	17	100%	0	0	0	0%	163	168	31	17	100%	0	0	0	0%	164	168	31	17	100%	0	0	0	0%	165	168	31	17	100%																																																																		
A Média	170	170	28	20	97%	0	4	0	2	1%	171	170	28	22	100%	1	1	0	1%	172	170	28	22	100%	1	1	0	1%	173	170	28	22	100%	1	1	0	1%	174	170	28	22	100%	1	1	0	1%	175	170	28	22	100%																																																																	
A Média	1 887	1 874	363	374	100%	0	39	1	0	0%	1 888	1 880	364	378	1 000%	3 849	3 449	348	344	100%	4	0	0	0	0%	1 896	1 887	363	369	1 000%	1 888	1 878	362	368	1 000%	1 888	1 878	362	368	1 000%	1 888	1 878	362	368	1 000%	1 888	1 878	362	368	1 000%																																																																		
A Média	181	175	49	50	100%	0	0	0	0%	181	175	49	50	100%	0	0	0	0%	182	175	49	50	100%	0	0	0	0%	183	175	49	50	100%	0	0	0	0%	184	175	49	50	100%	0	0	0	0%	185	175	49	50	100%																																																																		
A Média	195	190	40	20	100%	0	0	0	0%	196	190	40	21	100%	0	0	0	0%	197	190	40	21	100%	0	0	0	0%	198	190	40	21	100%	0	0	0	0%	199	190	40	21	100%	0	0	0	0%	200	190	40	21	100%																																																																		
A Média	119	115	17	14	98%	1	2	2	0	1%	120	117	17	15	100%	2	1	2	1	1%	121	117	15	13	100%	2	1	2	1	1%	122	118	15	13	100%	2	1	2	1	1%	123	118	15	13	100%																																																																							
A Média	116	110	14	13	95%	1	1	1	0%	117	110	14	13	95%	1	1	1	0%	118	110	14	13	95%	1	1	1	0%	119	110	14	13	95%	1	1	1	0%	120	110	14	13	95%																																																																											
A Média	108	107	42	42	98%	0	0	0	0%	109	107	42	43	100%	0	0	0	0%	110	107	42	43	100%	0	0	0	0%	111	107	42	43	100%	0	0	0	0%	112	107	42	43	100%	0	0	0	0%	113	107	42	43	100%																																																																		
A Média	90	89	39	39	100%	0	0	0	0%	90	89	39	39	100%	0	0	0	0%	91	89	39	39	100%	0	0	0	0%	92	89	39	39	100%	0	0	0	0%	93	89	39	39	100%	0	0	0	0%	94	89	39	39	100%																																																																		
A Média	55	48	5	18	100%	0	0	0	0%	55	48	5	18	100%	0	0	0	0%	56	48	5	18	100%	0	0	0	0%	57	48	5	18	100%	0	0	0	0%	58	48	5	18	100%	0	0	0	0%	59	48	5	18	100%																																																																		
A Média	1 608	1 607	341	341	100%	0	13	0	0	0%	1 608	1 607	342	342																																																																																																						

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points - Moyennes

Année	Exercice 2017																					Exercice 2018																				
	Points mensurés (nouvelles)	Points mensurés en moyenne	Total des points	Points mesurés de la mesure	Valeur du point servais	Valeur du point délégué	Valeur du point actif personnel	Valeur du point passif personnel	Nombrs de points par TP	Nombrs de points par TP délégués	Nombrs de points par TP	Nombrs de points par TP délégués	Temporaité mensurable des points	Cotisation de l'Etat	Points mensurés (nouvelles)	Points mensurés en moyenne	Total des points	Points mesurés de la mesure	Valeur du point servais	Valeur du point délégué	Valeur du point actif personnel	Valeur du point passif personnel	Nombrs de points par TP	Nombrs de points par TP délégués	Temporaité mensurable des points	Cotisation de l'Etat																
Adresses	2 196	11 136	13 392	20 11	21 12	7 35	10 31	17 66	7 440	3 388		13 436	0 75	4 409	2 096	8 044	10 736	25 57	27 25	8 44	14 86	23 30	5 964	7 084	11 41	1 946	7 506	9 432	20 73	24 95	9 83	11 31	21 51	2 400	10 230							
Adresses	4 192	11 556	15 748	21 09	21 48	12 04	6 46	18 06	5 430	5 832		21 12	15 06	16 408	4 215	12 824	17 215	21 14	11 19	5 18	16 27	15 86	6 376	7 047	11 07	1 849	4 499	11 932	17 883	21 48	20 88	10 68	11 57	18 85	6 567	6 623	11 513	13 518				
A Majoré	9 509	16 072	17 762	18 46	17 16	6 38	6 28	16 36	6 502	7 748	14 432		10 40	10 335	1 886	10 132	14 556	18 02	18 02	7 20	1 505	1 615	5 142	5 142	10 16	1 800	3 884	9 678	13 170	15 03	19 39	8 20	16 53	6 716	5 613	10 131	11 416	1 148	1 148			
A Majoré	2 105	10 580	14 210	16 45	15 56	7 22	3 05	11 52	5 820	11 322		2 093	10 375	1 051	10 375	11 464	15 88	20 36	10 76	1 076	1 804	1 804	5 966	5 966	10 16	1 800	4 800	11 077	15 03	19 39	8 20	16 53	6 716	5 613	10 131	11 416	1 148	1 148				
Adressés/Adultes	6 797	27 782	15 519	20 48	14 48	4 88	4 81	27 39	8 407	5 160		4 496	11 324	10 474	6 038	10 330	30 348	28 14	1 65	4 37	1 077	1 800	1 701	5 142	5 142	10 16	1 800	31 372	38 709	20 22	1 44	4 83	4 71	9 55	8 320	10 383	4 475	11 808				
Adressés	1 244	18 666	22 820	18 80	18 86	18 86	8 001	1 561	1 824	15 836	9 134	26 309		10 200	22 443	18 193	7 21	8 56	1 548	1 800	1 844	1 235	3 378	3 378	2 059	2 036	21 893	12 463	18 58	7 07	8 61	1 613	1 613	3 284	14 629	2 180	2 180					
Adressés	10 139	74 442	87 771	15 58	14 41	5 88	6 44	12 32	8 518	6 442	3 700		13 423	14 463	6 445	4 246	10 673	19 42	14 463	6 445	4 246	10 673	11 047	11 047	10 16	1 800	31 372	38 709	20 22	1 44	4 83	4 71	9 55	8 320	10 383	4 475	11 808					
Adressés (Bo)	10 479	57 240	11 779	15 98	14 49	6 52	4 27	11 28	6 718	11 540	4 408		16 938	18 078	10 886	10 886	20 26	15 71	7 48	4 13	1 177	1 249	11 092	4 132	10 16	1 800	9 324	11 970	16 27	1 322	7 40	3 71	11 48	7 065	11 416	4 065	18 304					
Adressés (Bo)	5 488	37 274	18 415	15 36	13 84	7 22	3 05	11 52	5 820	11 322		2 093	10 375	1 051	10 375	11 464	15 88	20 36	10 76	1 076	1 804	1 804	5 966	5 966	10 16	1 800	4 800	11 077	15 03	19 39	8 20	16 53	6 716	5 613	10 131	11 416	1 148	1 148				
Adressés	4 541	31 166	36 767	18 55	18 74	7 54	7 10	14 80	5 826	6 674	3 311		11 23	10 23	8 85	10 28	3 389	31 330	36 767	18 86	20 05	8 87	7 60	1 624	1 244	6 018	2 802	11 54	2 809	31 788	37 077	10 81	20 91	8 91	8 08	15 59	5 207	6 078	2 880	12 429		
Adressés (Bo)	14 648	80 700	88 200	16 81	16 88	7 38	8 00	18 06	6 466	7 866	3 400		18 268	19 342	10 768	10 768	20 000	16 06	6 46	1 436	1 436	1 436	1 436	1 436	1 436	1 436	3 400	30 000	30 000	18 84	18 84	7 68	7 68	9 831	6 300	8 400	3 700	3 700				
Adressés (Bo)	1 747	29 502	31 280	18 00	18 04	7 54	6 70	15 94	6 483	7 373	3 335		11 369	12 409	8 65	17 28	3 994	38 368	41 162	19 60	21 46	1 380	1 380	1 380	1 380	1 380	3 400	29 000	29 000	18 84	18 84	7 68	7 68	9 831	6 300	8 400	3 700	3 700				
Adressés (Bo)	4 541	19 528	24 179	20 56	20 02	7 67	7 80	15 47	6 535	7 217	3 400		14 58	1 37	21 79	4 940	20 250	25 100	18 00	19 04	6 69	7 01	1 389	1 372	7 751	3 395	14 650	19 000	22 572	27 562	10 36	16 62	7 05	6 00	11 05	7 684	8 525	4 185	17 58			
Adressés (Bo)	1 893	32 801	36 027	18 14	18 13	8 03	1 67	17 00	6 934	17 954	5 556		21 62	0 84	26 79	8 022	35 000	37 588	18 14	18 14	7 25	2 21	1 086	1 087	18 880	5 556	23 281	27 962	30 525	12 14	6 34	3 02	9 07	7 907	13 826	5 691	24 82					
Adressés (Bo)	8 96	7 958	8 658	16 58	16 77	8 11	8 65	16 82	5 157	6 194	2 982		14 87	1 80	2 346	1 246	7 218	1 984	26 45	19 16	1 68	6 62	1 447	1 710	2 395	1 395	1 395	2 665	1 738	11 883	13 19	13 85	6 05	5 10	11 05	7 500	9 599	4 226	17 58			
Adressés (Bo)	1 500	13 476	17 527	20 04	12 21	8 29	6 79	11 00	6 949	7 800	3 509		15 69	0 89	16 14	4 491	32 292	36 768	18 400	17 83	8 00	6 92	1 564	1 971	7 532	3 329	14 534	24 54	33 59	17 812	10 27	10 39	8 62	5 67	10 29	6 136	7 212	3 422	14 06			
Adressés (Bo)	12 854	68 814	81 558	20 62	12 84	5 09	4 78	10 87	7 796	8 864	4 525		15 54	1 86	20 86	7 896	78 922	83 556	15 16	15 11	7 01	6 22	1 323	1 608	8 255	3 827	15 568	18 470	20 028	30 500	28 24	15 71	7 08	6 28	13 42	6 804	7 800	3 828	15 46			
Adressés (Bo)	4 491	14 128	18 659	18 50	18 11	8 52	4 11	8 62	10 183	12 221	5 549		25 39	1 00	17 29	2 844	13 542	36 868	18 00	12 21	5 50	1 550	1 660	7 660	9 099	4 141	17 445	2 745	13 238	18 783	18 84	14 57	5 01	5 11	11 02	8 809	8 942	4 247	14 06			
Adressés (Bo)	2 385	18 276	20 021	18 62	18 62	8 21	5 55	10 78	6 987	8 480	4 617		16 42	0 70	16 42	10 320	18 236	21 600	12 72	12 72	6 40	5 24	1 441	1 600	6 976	4 108	17 449	4 491	15 516	23 607	18 49	14 65	7 05	6 29	12 37	8 97	10 446	4 324	18 38			
Adressés (Bo)	6 038	46 962	53 000	19 63	18 12	8 29	2 71	11 00	7 067	18 144	4 732		20 12	0 87	14 84	8 337	45 900	52 327	15 85	12 87	6 41	4 14	1 057	1 071	12 149	4 427	16 042	6 287	46 440	52 727	19 44	13 75	7 30	3 08	11 28	6 624	10 717	4 113	17 49			
Adressés (Bo)	4 092	18 700	42 792	19 27	16 75	7 90	6 12	14 02	5 783	6 838	3 079		20 09	0 89	2 00	2 994	13 988	40 362	18 00	12 92	8 75	4 60	1 511	1 545	6 072	1 425	13 220	8 284	38 378	39 838	18 87	14 82	6 12	5 06	11 08	4 02	7 024	10 808	12 96			
Adressés (Bo)	4 541	18 274	39 525	18 83	17 28	8 77	7 217	3 481	16 43	8 08	9 409		6 409	1 761	34 738	39 333	18 50	18 50	6 533	7 400	8 488	14 48	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41	14 41			
Adressés (Bo)	4 291	28 476	42 767	19 64	18 61	8 42	6 67	10 50	5 610	7 473	3 300		14 83	0 95	17 37	3 184	28 822	33 066	13 39	13 39	5 84	1 028	1 038	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207	3 207		
Adressés (Bo)	15 288	98 192	100 342	19 31	19 30	7 61	5 34	11 29	6 689	8 000	3 816		16 88	0 99	18 48	6 063	96 169	102 413	19 41	19 41	9 22	5 79	1 349	1 349	7 008	9 548	4 008	17 258	18 844	40 804	46 678	19 42	15 02	7 48	5 74	10 22	6 820	8 718	3 742	13 59		
Adressés (Bo)	9 196	49 162	51 800	19 64	19 64	8 89	5 88	12 11	6 859	8 077	3 816		16 88	0 99	18 48	6 063	96 169	102 413	19 41	19 41	9 22	5 79	1 349	1 349	7 008	9 548	4 008	17 258	18 844	40 804	46 678	19 42	15 02	7 48	5 74	10 22	6 820	8 718	3 742	13 59		
Adressés (Bo)	8 134	40 580	48 724	20 35	19 95	7 43	5 85	11 28	6 496	8 293	3 807		16 18	0 93	14 40	3 333	32 978	48 111	21 33	21 33	10 06	7 25	1 624	1 624	9 030	3 740	13 688	10 032	40 590	42 262	20 37	16 00	7 50	5 66	11 23	6 616	8 276	3 862	16 42			
Adressés (Bo)	5 738	21 102	28 481	20 36	20 31	8 76	5 49	11 83	7 521	19 593	5 466		21 82	1 76	11 55	4 158	24 200	29 570	14 88	14 88	6 80	3 99	1 055	1 189	5 189	3 266	8 638	12 074	13 823	20 39	16 86	8 02	7 58	12 96	10 306	5 428	22 86					
Adressés (Bo)	1 846	11 882	13 728	18 50	18 25	8 13	6 87	10 80	7 616	7 215																																

	Services Délégués aux prestations familiales												Services Délégués aux prestations familiales												Services Délégués aux prestations familiales											
	Indicateurs financiers et relatifs au nombre de Familles - Médianes												Indicateurs financiers et relatifs au nombre de Familles - Médianes												Indicateurs financiers et relatifs au nombre de Familles - Médianes											
	Exercice 2016												Exercice 2017												Exercice 2018											
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point autre personnes	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnes	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif multipliés des délégués	Coût de l'unité de soins délégués	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point autre personnes	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnes	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif multipliés des délégués	Coût de l'unité de soins délégués	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point autre personnes	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnes	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif multipliés des délégués	Coût de l'unité de soins délégués						
8 Adresses	20.11	21.12	7.35	10.31	17.66	7.440	5.580	3.188	13.56	0.75	45.49	20.57	27.25	8.64	14.86	23.30	5.964	4.880	2.684	11.41	20.73	24.95	9.83	11.31	21.13	5.251	4.419	2.400	10.20	12.39						
10 Aide	21.69	21.48	12.04	6.46	18.50	5.430	5.812	2.812	11.96	0.96	36.08	21.47	18.67	11.19	5.18	16.37	5.936	6.376	3.074	13.07	21.44	18.08	10.68	11.57	15.85	8.127	5.678	6.623	3.193	13.38						
15 Aliment	19.80	17.16	10.08	6.28	16.36	6.502	6.289	4.842	14.62	0.92	35.55	19.40	18.62	8.90	6.09	10.68	5.761	6.193	3.142	13.86	19.93	18.10	10.33	8.20	16.53	5.739	5.613	3.062	13.02	12.36						
15 Médecine	20.64	24.26	10.64	6.90	16.75	4.430	5.322	2.393	14.02	0.90	37.07	20.96	25.92	6.80	10.76	19.65	4.940	5.285	2.344	13.66	24.38	24.98	10.62	8.50	18.62	6.982	5.835	3.162	13.41	12.92						
14 Maîtrise et Mésures	20.48	1.48	4.88	4.91	9.79	8.457	9.600	4.482	13.92	0.94	27.40	20.14	16.57	4.73	5.07	9.80	8.899	8.428	4.604	19.57	20.22	14.44	8.03	4.71	9.57	10.20	10.162	6.675	19.88	12.01						
15 Mesure	19.80	19.56	6.92	9.47	16.39	8.003	5.943	3.282	13.95	0.93	36.99	20.45	19.69	7.21	6.56	15.80	8.059	8.989	4.848	14.88	19.28	13.75	19.46	10.59	7.07	8.40	10.57	7.893	5.062	3.294	14.00					
15 Mesures	19.80	14.81	9.44	7.12	14.49	6.411	3.709	2.312	12.92	0.92	29.13	20.12	14.91	6.93	7.49	11.07	7.823	7.118	3.927	13.02	14.48	11.20	13.46	10.48	7.12	10.88	7.402	4.254	29.82	12.20						
67 Etn (B&S)	19.98	14.09	8.12	4.27	12.38	11.556	9.488	6.806	15.88	0.88	38.67	20.26	13.71	7.84	4.13	11.97	6.947	12.002	4.412	18.76	19.77	13.22	11.46	9.77	11.46	6.976	11.416	4.361	18.54	12.41						
68 Etn (H&S)	19.76	13.34	7.22	3.31	11.32	5.820	12.391	3.280	18.04	0.88	30.92	19.75	17.21	7.21	3.63	11.34	6.117	13.092	4.161	17.69	20.24	13.44	7.49	3.97	11.31	11.37	12.142	4.068	17.80	12.00						
15 Vosges	19.55	18.79	7.44	7.99	18.86	5.826	6.974	3.111	13.83	0.95	32.80	19.96	20.95	6.93	7.60	16.28	5.244	6.093	2.802	13.91	19.81	20.91	9.91	8.98	16.90	7.752	2.830	12.00	12.91							
GrandEst	19.89	17.97	7.49	6.45	14.58	6.610	6.608	3.380	14.29	0.89	34.31	19.96	18.64	8.14	6.12	15.83	6.038	6.844	3.189	13.56	19.56	20.01	18.63	6.91	10.62	6.451	6.951	3.244	13.92	11.79						
16 Chronos	18.40	17.41	8.54	6.70	15.24	6.483	7.773	3.385	15.03	0.85	37.28	18.99	16.60	8.46	6.34	14.80	5.846	6.534	3.430	13.90	19.04	19.37	9.55	7.03	15.59	6.750	7.184	3.476	14.78	12.88						
17 Chronos Médiane	20.36	18.83	7.53	6.89	16.49	5.459	6.779	3.169	15.69	1.00	37.07	20.10	18.24	7.14	6.18	13.82	6.773	6.634	4.069	17.30	20.18	18.85	7.03	5.36	12.29	7.772	10.943	4.456	18.82	12.49						
19 Combes	19.14	12.13	8.03	1.67	9.70	6.934	3.791	5.556	23.62	0.94	36.79	18.16	12.27	7.25	2.71	9.96	4.747	18.889	5.993	23.78	19.95	12.14	6.34	3.05	9.39	7.997	19.246	5.649	24.02	14.16						
23 Crénes	18.01	21.30	10.85	5.56	16.42	4.448	9.697	2.659	11.31	0.80	32.09	22.23	19.89	12.79	5.90	18.69	4.970	8.532	2.631	13.18	22.20	20.96	11.42	5.05	16.67	6.066	10.385	3.357	14.27	11.77						
14 Désordres	20.04	17.21	8.29	6.23	15.00	6.640	5.980	3.299	15.30	0.86	38.51	19.40	12.93	8.20	6.92	15.62	6.291	7.527	3.929	14.15	19.27	17.99	8.62	6.67	15.29	6.138	7.782	3.622	14.85	12.49						
33 Désordres	19.92	12.70	6.16	4.33	10.50	5.405	17.03	4.05	17.03	0.82	33.30	19.02	16.62	7.70	6.68	14.48	6.360	7.919	3.526	14.49	19.58	16.88	7.48	6.48	11.428	6.486	7.096	3.509	14.92	11.11						
40 Landes	19.90	10.11	4.52	4.11	8.62	10.163	12.221	5.949	23.69	0.90	31.79	19.00	12.21	5.10	5.50	10.60	7.900	9.099	4.141	17.61	18.94	14.47	5.91	5.11	10.20	8.089	8.942	4.247	18.06	12.45						
14 La Réunion	19.82	15.23	7.51	3.89	12.18	6.686	5.318	4.122	12.27	0.85	35.94	20.28	12.45	6.63	7.08	15.82	6.678	5.065	2.128	21.48	18.87	13.87	6.68	5.68	10.63	11.917	11.567	4.676	19.88	12.88						
14 Psychiatrie Adultes	19.70	13.03	8.24	2.55	10.87	7.171	15.02	4.885	20.77	0.87	42.40	19.58	12.92	6.37	4.10	10.42	5.985	12.218	4.525	19.24	19.40	13.58	7.12	3.07	11.00	6.927	11.175	4.276	18.18	12.18						
79 Sèvres Haut	19.17	16.75	7.90	6.22	14.02	5.783	5.583	3.079	13.09	0.89	32.90	18.90	17.84	8.75	6.40	15.15	5.945	7.315	3.105	13.80	18.87	15.82	9.12	6.56	15.68	4.952	7.924	3.048	12.96	12.96						
15 Seine	19.93	17.28	7.77	6.09	15.58	6.977	7.317	3.441	14.63	0.88	40.69	19.59	17.15	8.18	6.70	14.48	6.553	7.459	3.468	14.63	19.48	18.42	7.26	6.67	14.68	6.538	7.336	3.408	14.49	12.96						
87 Val de Loire	19.53	17.99	9.43	5.59	15.02	5.813	9.247	3.944	14.81	1.03	35.27	19.38	17.61	9.94	5.68	14.72	5.994	9.266	3.951	15.10	19.29	18.68	9.26	5.82	15.08	5.921	9.133	3.503	14.89	12.96						
Nouvelle Aquitaine	19.60	17.01	7.97	5.62	13.45	6.601	9.355	3.703	15.74	0.86	35.48	19.39	16.88	7.99	5.58	13.45	6.039	9.180	4.034	17.15	19.54	15.75	7.20	5.33	12.88	6.766	9.476	3.945	16.77	12.96						
12 Côte d'Ivoire	19.84	14.25	7.98	4.18	12.11	5.547	12.140	3.880	18.19	0.83	40.14	18.66	14.48	5.58	5.99	12.57	6.085	11.049	3.987	16.95	19.40	14.26	7.79	4.05	11.84	6.302	12.099	4.143	17.47	12.96						
15 Côte	19.54	15.15	5.85	8.26	13.76	6.139	4.993	3.807	18.33	0.86	32.50	18.28	16.66	3.28	5.41	10.62	6.180	7.900	3.669	15.80	19.00	16.00	5.69	5.20	11.96	6.692	3.728	3.642	16.62	12.96						
19 Corse	20.56	11.01	6.63	7.81	7.921	19.919	5.469	23.19	16.26	0.74	41.55	18.90	12.00	7.64	2.89	10.53	7.099	8.888	5.189	22.06	20.38	6.43	2.58	9.02	8.308	19.280	5.419	23.04	12.96							
18 Alsace	19.30	18.21	6.93	6.87	13.80	7.616	7.215	3.705	15.75	0.98	33.83	21.55	15.02	7.10	6.27	13.68	9.138	8.706	4.495	18.94	21.18	14.34	6.74	5.74	12.48	8.620	9.578	4.327	19.49	12.96						
18 Rhône Haute	19.04	19.90	8.10	6.10	13.97	6.110	6.290	3.437	15.80	0.84	32.17	18.48	16.46	9.40	6.46	13.85	5.989	7.392	3.401	14.81	19.06	14.92	9.25	9.92	14.62	3.882	3.862	3.862	12.96	12.96						
17 Rhône Haute	19.61	17.93	6.51	6.94	13.45	7.025	7.441	3.613	15.36	0.89	32.17	18.14	19.22	7.42	7.50	14.92	7.006	7.056	3.509	14.92	19.38	19.40	6.77	7.31	12.49	8.937	7.328	3.556	15.12	12.96						
89 Bourgogne	21.25	18.79	5.52	2.49	8.21	7.650	16.392	5.216	22.18	0.81	32.44	20.67	12.11	7.70	2.82	10.52	6.631	10.748	4.423	18.81	20.45	13.14	8.03	3.43	11.46	6.336	15.051	4.359	18.53	12.96						
87 Normandie Nord	19.71	24.23	10.23	8.89	14.22	6.125	10.927	4.644	18.13	0.90	31.27	18.40	13.21	7.93	6.63	14.83	5.643	6.883	3.883	18.83	20.80	18.83	8.24	6.60	13.98	5.883	8.24	3.642	16.62	12.96						
Normandie-France Centre	19.84	16.21	6.93	6.78	13.42	6.496	8.707	3.707	16.18	0.93	34.13	19.55	16.66	7.65	6.27	13.56	6.011	6.638	3.987	16.95	19.85	14.42	5.73	5.43	12.71	6.982	9.275	4.069	17.30	12.96						
22 Côte d'Azur	19.56	17.42	8.36	5.81	13.52	7.622	9.241	4.177	17.78	0.96	37.76	19.67	17.63	8.35	6.85	15.20	6.792	7.732	3.820	15.89	19.89	17.05	8.02	6.52	14.60	7.075	3.746	3.746	15.93	12.96						
23 Corse	20.00	19.92	6.82	6.63	13.88	6.633	7.886	3.886	15.82	0.88	35.10	20.12	17.62	6.78	6.20	15.04	6.788	11.708	4.642	21.12	19.83	19.83	8.09	5.98	14.02	6.538	6.538	3.538	12.96	12.96						
15 Alsace	22.05	18.41	7.50	8.03	11.53	6.799	10.375	5.272	17.78	0.83	35.72	20.86	23.47	8.18	11.30	20.48	6.112	6.226	2.600	11.62	20.68	19.28	8.77	10.80	15.68	4.802	6.757	2.799	11.00	12.96						
68 Moselle	20.11	21.62	8.67	7.73	16.40	6.352	11.075	4.037	17.16	0.88	34.84	20.31	20.16	10.00	0.00	0.00	6.795	9.750	4.004	17.03	19.96	20.04	8.01	6.07	14.07	6.751	9.686	3.978	16.91	12.96						
18 Alsace	20.00	16.99	6.98	6.63	12.68	6.853	8.953	4.384	17.68	0.88	34.84	20.64	19.48	8.68	6.88	13.87	6.993	8.958	4.058	17.09	19.96	17.05	8.09	5.58	14.62	6.788	9.686	3.978	16.91	12.96						

Services Délégués aux prestations familiales															Services Délégués aux prestations familiales																											
Informations relatives au personnel-Moyennes															Informations relatives au personnel-Moyennes																											
	Exercice 2016														Exercice 2017														Exercice 2018													
	Nombre total d'ETP	% ETP délégés	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification								Indicateur de valeur- technicité (V)	Nombre total d'ETP	% ETP délégés	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% ETP délégés	% ETP autres personnels	Indicateur de formation																					
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau I à VI	Niveau I										Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau I à VI															
8 Ardennes	42	42,9%	57,1%	0	9,5%	1,4%	62,6%	0,5%	22,6%	3,3%	100%	1,3	4,0	45,0%	55,0%	0	3,9	45,7%	54,3%	111																						
11 Bourgogne	48	48,2%	51,8%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,0	50,0%	50,0%	0	5,8	50,0%	50,0%	107																						
01 Corse	15,4	52,6%	47,4%	28	0,0%	10,0%	60,0%	0,0%	30,0%	0,0%	100%	1,4	11,0	44,5%	55,5%	16	11,0	45,5%	54,5%	19																						
02 Hauts-de-France	4,4	53,3%	46,7%	49	2,7%	2,7%	65,2%	29,4%	0,0%	0,0%	100%	1,3	4,5	52,0%	48,0%	120	4,5	52,0%	48,0%	0																						
03 Île-de-France	7,9	53,2%	46,8%	48	3,4%	0,0%	61,6%	16,2%	12,8%	0,0%	100%	1,3	7,0	46,0%	54,0%	7	8,2	54,0%	46,0%	40																						
05 Metz	7,0	41,0%	59,0%	16	0,0%	7,0%	43,0%	2,9%	46,9%	0,0%	100%	1,4	7,0	41,0%	59,0%	7	7,0	41,0%	59,0%	72																						
07 Occitanie	22,1	43,4%	56,6%	14	2,3%	11,3%	47,1%	20,4%	19,0%	0,0%	100%	1,4	16,7	42,3%	57,7%	0	15,8	42,3%	57,7%	0																						
09 Hauts-de-Normandie	15,9	63,2%	36,8%	11	7,9%	55,6%	23,9%	0,0%	12,6%	0,0%	100%	1,4	15,4	63,9%	36,1%	8	16,1	63,9%	36,1%	0																						
09 Hauts-de-Normandie	9,7	68,0%	32,0%	3,4	1,0%	10,3%	68,0%	20,6%	0,0%	0,0%	100%	1,3	9,4	68,1%	31,9%	8	9,9	68,5%	31,5%	18																						
08 Normandie	11,8	53,4%	46,6%	21	3,4%	8,5%	56,8%	27,1%	4,2%	0,0%	100%	1,3	13,1	53,4%	46,6%	93	13,1	53,4%	46,6%	71																						
09 Normandie	99,0	52,7%	47,3%	24	3,1%	18,7%	49,7%	18,2%	19,2%	0,0%	100%	1,3	96,6	53,4%	46,6%	34	99,2	53,4%	46,6%	26																						
08 Normandie	8,8	54,5%	45,5%	17	3,4%	12,1%	61,5%	19,7%	1,7%	0,0%	100%	1,4	0	0	0	0	0	0	0	0																						
17 Pays de la Loire	7,1	52,5%	47,5%	56	2,5%	12,3%	69,6%	6,6%	7,6%	11,3%	100%	1,4	6,5	50,0%	50,0%	8	6,7	53,8%	46,2%	24																						
17 Pays de la Loire	4,5	66,1%	33,9%	21	0,0%	3,9%	80,7%	0,0%	15,4%	0,0%	100%	1,6	6,7	50,4%	49,6%	13	7,1	70,6%	29,4%	17																						
25 Doubs	2,9	56,8%	43,2%	0	5,9%	53,9%	31,2%	5,5%	3,5%	0,0%	100%	1,3	2,9	56,8%	43,2%	26	2,9	56,8%	43,2%	16																						
25 Doubs	10,4	54,3%	45,7%	21	2,9%	8,6%	54,7%	12,4%	8,9%	2,9%	100%	1,4	11,1	57,2%	42,8%	20	11,1	57,2%	42,8%	19																						
30 Dordogne	10,8	53,5%	46,5%	38	1,8%	0,0%	78,3%	9,5%	9,3%	0,0%	100%	1,3	22,7	55,4%	44,6%	52	24,9	54,3%	45,7%	49																						
40 Landes	7,0	54,6%	45,4%	0	0,0%	0,0%	60,0%	33,7%	9,6%	0,8%	100%	1,4	8,8	54,5%	45,5%	15	8,2	54,5%	45,5%	0																						
47 Lot-et-Garonne	5,2	52,7%	47,3%	46	0,0%	45,2%	63,2%	1,8%	0,0%	0,0%	100%	1,4	5,3	63,0%	37,0%	11	5,5	62,7%	37,3%	41																						
64 Pyrénées Atlantiques	11,2	67,0%	33,0%	2	0,4%	3,9%	72,4%	22,4%	0,9%	0,0%	100%	1,4	11,7	63,2%	36,8%	7	12,8	61,6%	38,4%	11																						
20 Pyrénées-Orientales	13,9	51,2%	48,8%	33	7,1%	0,0%	57,1%	21,4%	7,1%	0,0%	100%	1,3	13,0	61,5%	38,5%	42	13,0	61,5%	38,5%	38																						
20 Pyrénées-Orientales	11,5	52,3%	47,7%	30	0,4%	11,3%	60,5%	23,9%	3,9%	0,0%	100%	0,8	11,3	53,2%	46,8%	10	11,5	52,2%	47,8%	10																						
87 Nouvelle-Aquitaine	9,9	55,8%	44,2%	25	8,1%	5,0%	59,9%	22,0%	5,0%	0,0%	100%	1,3	10,0	56,3%	43,7%	70	10,0	56,2%	43,8%	49																						
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>114,2</b>	<b>56,6%</b>	<b>43,4%</b>	<b>26</b>	<b>2,8%</b>	<b>7,8%</b>	<b>60,0%</b>	<b>15,7%</b>	<b>6,6%</b>	<b>1,2%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>109,9</b>	<b>57,0%</b>	<b>43,0%</b>	<b>33</b>	<b>122,7</b>	<b>56,8%</b>	<b>43,2%</b>	<b>30</b>																						
21 Côte-d'Or	11,1	66,6%	33,4%	101	0,5%	9,2%	61,5%	19,5%	24,3%	0,0%	100%	1,3	10,1	67,6%	32,4%	117	10,1	67,6%	32,4%	0																						
25 Doubs	12,8	58,6%	41,4%	10	2,3%	12,5%	58,6%	6,4%	24,5%	0,0%	100%	1,3	12,9	58,4%	41,6%	98	12,9	58,4%	41,6%	28																						
39 Moselle	5,4	72,6%	27,4%	9	2,8%	7,5%	84,2%	3,8%	0,0%	0,0%	100%	1,4	5,7	74,0%	26,0%	42	5,9	73,9%	26,1%	47																						
55 Meuse	3,7	48,6%	51,4%	4	2,4%	0,0%	62,5%	0,0%	3,3%	0,0%	100%	1,4	3,7	47,8%	52,2%	43	3,9	47,4%	52,6%	0																						
57 Moselle	10,2	51,0%	49,0%	36	0,0%	3,8%	86,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	9,9	47,4%	52,6%	24	8,5	51,6%	48,4%	57																						
57 Moselle	10,7	51,1%	48,9%	30	4,0%	8,7%	70,2%	0,0%	15,2%	0,0%	100%	1,3	11,3	49,2%	50,8%	32	12,1	51,2%	48,8%	32																						
69 Alsace	4,4	64,2%	35,8%	9	2,3%	0,0%	75,0%	0,0%	23,7%	0,0%	100%	1,3	5,3	79,6%	20,4%	0	5,5	79,0%	21,0%	0																						
69 Alsace	4,5	44,4%	55,6%	7	0,0%	3,2%	54,8%	41,9%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,5	43,2%	56,8%	9	3,3	48,9%	51,1%	9																						
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>46,0</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,2%</b>	<b>42</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,1%</b>	<b>60,0%</b>	<b>10,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>46,2</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,2%</b>	<b>42</b>	<b>46,2</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,2%</b>	<b>0</b>																						
29 Finistère	10,4	54,8%	45,2%	42	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	12,1	53,3%	46,7%	16	12,1	53,3%	46,7%	15																						
29 Finistère	14,8	61,4%	38,6%	9	2,2%	6,1%	77,5%	0,0%	14,2%	0,0%	100%	1,3	15,0	61,3%	38,7%	13	15,0	61,3%	38,7%	9																						
56 Ille-et-Vilaine	6,5	64,5%	35,5%	99	6,1%	0,0%	62,1%	16,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	9,4	64,4%	35,6%	9	9,4	64,4%	35,6%	42																						
56 Ille-et-Vilaine	5,4	63,6%	36,4%	21	0,0%	0,0%	75,9%	24,1%	0,0%	0,0%	100%	1,3	5,4	58,9%	41,1%	19	5,4	58,9%	41,1%	48																						
35 Bretagne	37,2	58,6%	41,4%	35	2,2%	2,8%	78,1%	10,5%	6,5%	0,0%	100%	1,2	42,1	57,9%	42,1%	25	42,1	57,9%	42,1%	28																						
14 Calvados	17	47,7%	52,3%	14	10,5%	0,0%	63,0%	0,0%	26,5%	0,0%	100%	1,2	17,7	47,6%	52,4%	11	17,7	47,6%	52,4%	21																						
28 Eure-et-Loire	11,4	49,8%	50,2%	32	1,5%	4,5%	59,3%	19,4%	15,5%	0,0%	100%	1,4	11,1	50,7%	49,3%	32	12,0	49,8%	50,2%	33																						
36 Indre	2,4	62,5%	37,5%	10	4,2%	4,2%	62,5%	29,2%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,9	51,3%	48,7%	77	3,9	51,3%	48,7%	15																						
37 Indre-et-Loire	3,1	49,0%	51,0%	2,4	0,0%	56,4%	16,1%	1,9%	3,3%	0,0%	100%	1,3	3,3	49,2%	50,8%	19	3,5	52,2%	47,8%	11																						
41 Loir-et-Cher	3,2	78,1%	21,9%	1,4	0,0%	6,3%	78,1%	0,0%	15,6%	0,0%	100%	1,2	3,2	78,1%	21,9%	0	3,2	78,1%	21,9%	0																						
45 Loiret	4,0	51,5%	48,5%	18	1,6%	0,0%	67,2%	28,8%	3,2%	0,0%	100%	1,3	4,0	51,5%	48,5%	49	4,0	51,5%	48,5%	49																						
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>35,4</b>	<b>52,4%</b>	<b>47,6%</b>	<b>24</b>	<b>4,1%</b>	<b>6,9%</b>	<b>49,4%</b>	<b>22,3%</b>	<b>16,9%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,4</b>	<b>46,7</b>	<b>52,4%</b>	<b>47,6%</b>	<b>24</b>	<b>46,7</b>	<b>52,4%</b>	<b>47,6%</b>	<b>21</b>																						
26 Côte-d'Or	0,6	70,0%	30,0%	0	0,0%	41,2%	58,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,7	75,3%	24,7%	140	1,0	74,0%	26,0%	140																						
26 Côte-d'Or	0,8	48,0%	52,0%	63	0,0%	12,6%	62,5%	25,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,8	48,0%	52,0%	0	0,8	48,0%	52,0%	103																						
75 Paris	11,7	52,3%	47,7%	48	9,4%	3,1%	59,5%	26,8%	1,2%	0,0%	100%	1,3	12,7	55,4%	44,6%	100	13,0	54,8%	45,2%	66																						
75 Paris	24,0	56,3%	43,7%	27	4,3%	8,3%	64,6%	12,5%	10,4%	0,0%	100%	1,4	24,6	61,9%	38,1%	20	25,0	61,0%	39,0%	17																						
78 Val-d'Oise	20,4	63,9%	36,1%	32	13,0%	9,1%	54,2%	14,6%	9,3%	0,0%	100%	1,3	21,8	61,3%	38,7%	33	22,1	62,0%	38,0%	44																						
91 Essonne	32,3	66,2%	33,8%	37	1,0%	5,4%	74,1%	9,0%	9,3%	1,2%	100%	1,3	45,0	62,9%	37,1%	14	41,0	63,7%	36,3%	16																						
92 Seine-St Denis	10,9	52,8%	47,2%	21	6,7%	2,1%	63,8%	27,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	10,7	47,8%	52,2%	18	10,7	47,8%	52,2%	18																						
93 Seine-St Denis	21,1	54,5%	45,5%	97	3,2%	6,2%	70,9%	9,2%	8,6%	1,8%	100%	1,3	21,1	54,5%	45,5%	97	21,7	57,6%	42,4%	107																						
94 Val-de-Marne	16,9	47,0%	53,0%	55	4,0%	15,1%	49,4%	2,2%	29,3%	0,0%	100%	1,3	17,6	48,3%	51,7%	99	16,5	54,4%	45,6%	61																						
95 Val-d'Oise	16,0	49,0%	51,0%	100	7,1%	2,0%	59,0%	9,0%	2,0%	0,0%	100%	1,2	15,9	51,9%	48,1%	69	16,0	51,9%	48,1%	21																						
<b>Île-de-France</b>	<b>163,4</b>	<b>55,1%</b>	<b>44,9%</b>	<b>47</b>	<b>5,3%</b>	<b>7,0%</b>	<b>62,9%</b>	<b>14,1%</b>	<b>11,1%</b>	<b>6,3%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>172,1</b>	<b>56,7%</b>	<b>43,3%</b>	<b>45</b>	<b>172,1</b>	<b>56,0%</b>	<b>44,0%</b>	<b>46</b>																						
4 Allier	1,7	35,5%	64,5%	14	0,0%	0,0%	35,5%	34,3%	26,2%	0,0%	100%	1,4	1,8	34,3%	65,7%	7	1,8	34,3%	65,7%	7																						
11 Auvergne	10,0	32,0%	68,0%	12	6,4%	0,0%	68,0%	0,0%	15,6%	0,0%	100%	1,2	10,0	47,2%	52,8%	45	10,0	53,8%	46,2%	48																						
15 Aveyron	6,4	47,0%	53,0%	29	1,6%	1,0%	64,1%	17,2%	15,4%	0,0%	100%	1,4	6,8	49,9%	50,1%	29	6,8	49,7%	50,3%	29																						
31 Gers	6,5	60,0%	40,0%	1	1,1%	1,1%	61,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	6,5	60,0%	40,0%	1	6,5	60,0%	40,0%	1																						
31 Gers	9,6	64,6%	35,4%	32	1,9%	0,2%	75,6%	12,9%	2,1%	0,0%	100%	1,5	10,9	60,6%	39,4%	23	10,9	60,6%	39,4%	23																						
32 Gers	2,6	38,5%	61,5%	49	0,0%	19,2%	38,5%	42,3%	0,0%	0,0%	100%	1,3	2,6	38,5%	61,5%	0	2,6	38,5%	61,5%	49																						
33 Hautes-Pyrénées	12,1	61,9%	38,1%	9	0,0%	4																																				

Services Délégés aux prestations familiales													
Informations relatives au personnel-Médians													
Indicateur de formation	Exercice 2016										2017	2018	
	Indicateur de qualification										Indicateur de bien-être - technicité (P)	Indicateur de formation	Indicateur de formation
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau I à VI						
E Ardennes	-	0,5%	1,4%	62,0%	0,5%	22,6%	1,3%	100%	1,33	-	-	111	
E Auvergne	-	0,0%	51,7%	17,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,30	0,0%	207	-	
E Basse-Normandie	-	0,0%	10,0%	60,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,40	0,0%	16	19	
E Basse-Normandie	-	2,7%	2,7%	65,2%	0,0%	29,4%	0,0%	100%	1,33	1,0%	120	-	
E Bourgogne-Franche-Comté	-	3,4%	5,9%	43,0%	16,2%	12,9%	0,0%	100%	1,21	7,7%	40	-	
E Bretagne	-	0,0%	2,2%	41,0%	2,9%	46,9%	0,0%	100%	1,41	7,7%	7	22	
E Centre-Val de Loire	-	2,3%	11,3%	47,1%	20,4%	19,0%	0,0%	100%	1,40	-	8	8	
E Corse	-	1,0%	55,0%	0,0%	0,0%	0,0%	12,0%	100%	1,32	8	18	-	
E Grand-Est	-	3,4%	8,5%	56,8%	27,1%	4,2%	0,0%	100%	1,29	93	71	-	
E Guadeloupe	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,28	8	19	-	
E Hauts-de-France	-	3,4%	12,1%	61,5%	19,7%	1,0%	1,7%	100%	1,40	8	98	-	
E Île-de-France	-	1,3%	11,0%	61,4%	4,0%	14,8%	7,5%	100%	1,42	14	21	-	
E Normandie	-	0,0%	3,5%	60,7%	0,0%	15,8%	0,0%	100%	1,64	13	17	-	
E Occitanie	-	3,7%	34,0%	50,4%	3,5%	8,3%	0,0%	100%	1,31	18	16	-	
E Pays de la Loire	-	2,3%	8,6%	64,7%	12,4%	9,8%	2,3%	100%	1,41	29	10	-	
E Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	3,7%	6,6%	89,9%	7,4%	7,2%	0,3%	100%	1,33	45	41	-	
E Réunion	-	0,0%	6,0%	60,0%	21,7%	9,6%	0,0%	100%	1,36	15	-	-	
E Corse	-	0,0%	24,1%	63,4%	12,5%	0,0%	0,0%	100%	1,30	287	5	-	
E Nouvelle-Aquitaine	-	0,5%	3,8%	75,7%	18,8%	1,2%	0,0%	100%	1,41	9	14	-	
E Normandie	-	7,1%	0,0%	57,1%	21,4%	7,1%	0,0%	100%	1,40	-	42	38	
E Pays de la Loire	-	0,4%	11,3%	60,5%	23,9%	8,9%	0,0%	100%	0,76	10	10	-	
E Normandie	-	5,3%	4,5%	63,8%	17,2%	10,0%	0,0%	100%	1,38	68	41	-	
Nouvelle-Aquitaine	-	0,7%	4,9%	63,1%	10,6%	3,2%	0,0%	100%	1,39	17	16	-	
E Île-de-France	-	0,5%	3,2%	61,5%	16,3%	14,3%	0,0%	100%	1,41	117	30	-	
E Occitanie	-	2,3%	12,3%	58,0%	1,4%	24,5%	0,0%	100%	1,31	98	28	-	
E Île-de-France	-	2,8%	7,5%	84,2%	5,6%	0,0%	0,0%	100%	1,38	42	47	-	
E Bretagne	-	2,8%	2,6%	81,6%	7,8%	5,1%	0,0%	100%	1,39	61	61	-	
E Normandie	-	0,0%	3,8%	96,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,47	24	57	-	
E Normandie	-	4,3%	8,7%	61,6%	13,6%	10,8%	1,1%	100%	1,33	31	35	-	
E Normandie	-	2,3%	0,0%	61,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,35	-	-	-	
E Normandie	-	0,0%	3,2%	54,8%	41,9%	0,0%	0,0%	100%	1,32	9	9	-	
Normandie-Franche-Comté	-	2,3%	7,0%	63,2%	7,9%	8,9%	0,0%	100%	1,31	36	28	-	
E Île-de-France	-	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,19	16	15	-	
E Normandie	-	3,3%	3,3%	83,3%	0,0%	7,8%	0,0%	100%	1,28	18	11	-	
E Normandie	-	0,5%	0,0%	62,1%	11,8%	0,0%	0,0%	100%	1,33	65	65	-	
E Normandie	-	0,0%	0,0%	70,0%	24,1%	0,0%	0,0%	100%	1,27	19	18	-	
Normandie	-	1,8%	0,0%	76,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,27	19	15	-	
E Normandie	-	14,1%	0,0%	61,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,62	19	21	-	
E Normandie	-	15,7%	4,5%	55,3%	19,4%	15,5%	0,0%	100%	1,38	12	11	-	
E Normandie	-	4,2%	4,2%	62,5%	29,2%	0,0%	0,0%	100%	1,34	77	15	-	
E Normandie	-	5,8%	13,6%	64,4%	16,3%	8,3%	0,0%	100%	1,48	38	21	-	
E Normandie	-	0,0%	6,3%	78,1%	0,0%	15,6%	0,0%	100%	1,20	-	-	-	
E Normandie	-	3,3%	9,4%	8,9%	55,3%	25,9%	0,0%	100%	1,40	27	20	-	
Normandie-Val de Loire	-	1,8%	5,4%	69,8%	17,2%	15,8%	0,0%	100%	1,36	28	20	-	
E Normandie	-	0,0%	41,2%	58,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,33	140	140	-	
E Normandie	-	0,0%	12,5%	62,5%	25,0%	0,0%	0,0%	100%	1,32	100	182	-	
Normandie	-	0,0%	26,8%	69,7%	12,5%	0,0%	0,0%	100%	1,33	70	91	-	
E Normandie	-	0,4%	3,1%	59,5%	26,8%	1,2%	0,0%	100%	1,31	100	66	-	
E Normandie	-	4,2%	8,3%	64,5%	12,5%	10,4%	0,0%	100%	1,38	20	17	-	
E Normandie	-	3,3%	13,0%	64,5%	14,6%	2,2%	0,0%	100%	1,31	33	44	-	
E Normandie	-	0,0%	5,4%	74,1%	9,0%	9,3%	1,2%	100%	1,34	14	16	-	
E Normandie	-	0,0%	2,2%	64,5%	9,4%	27,3%	0,0%	100%	1,36	18	18	-	
E Normandie	-	3,2%	6,2%	70,0%	9,2%	9,6%	1,8%	100%	1,33	97	107	-	
E Normandie	-	5,5%	15,1%	49,4%	2,3%	29,3%	0,0%	100%	1,30	99	61	-	
E Normandie	-	7,0%	7,0%	60,0%	36,7%	0,0%	0,0%	100%	1,36	76	211	-	
E Normandie	-	5,4%	6,7%	63,9%	11,0%	9,9%	0,0%	100%	1,32	55	53	-	
E Normandie	-	0,0%	9,5%	35,5%	34,3%	20,7%	0,0%	100%	1,42	19	19	-	
E Normandie	-	6,4%	0,0%	11,0%	68,0%	12,8%	0,0%	100%	1,32	45	45	-	
E Normandie	-	1,6%	1,6%	64,1%	17,2%	15,6%	0,0%	100%	1,36	29	29	-	
E Normandie	-	2,1%	1,0%	64,1%	12,6%	0,0%	0,0%	100%	1,35	4	3	-	
E Normandie	-	1,9%	6,2%	71,6%	12,9%	4,9%	0,0%	100%	1,32	21	21	-	
E Normandie	-	0,0%	19,2%	38,5%	42,3%	0,0%	0,0%	100%	1,29	-	49	-	
E Normandie	-	0,0%	0,0%	71,4%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,37	22	18	-	
E Normandie	-	0,0%	25,0%	29,7%	44,8%	0,0%	0,0%	100%	1,31	12	11	-	
E Normandie	-	0,0%	10,3%	47,4%	36,8%	0,0%	0,0%	100%	1,30	-	-	-	
E Normandie	-	7,1%	10,2%	68,8%	19,5%	0,0%	0,0%	100%	1,49	18	20	-	
E Normandie	-	0,0%	9,1%	60,9%	3,9%	24,2%	0,0%	100%	1,38	11	25	-	
E Normandie	-	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,19	5	19	-	
E Normandie	-	6,8%	16,7%	61,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,38	18	16	-	
Normandie	-	0,0%	6,2%	66,6%	19,5%	0,0%	0,0%	100%	1,32	18	20	-	
E Normandie	-	0,0%	17,6%	59,1%	21,3%	2,1%	0,0%	100%	1,39	109	60	-	
E Normandie	-	0,0%	13,0%	80,4%	0,0%	4,5%	0,0%	100%	1,32	30	40	-	
E Normandie	-	2,3%	14,5%	56,0%	10,3%	16,8%	0,0%	100%	1,32	89	63	-	
E Normandie	-	5,4%	8,3%	87,3%	10,1%	19,0%	0,0%	100%	1,33	45	100	-	
E Normandie	-	1,2%	10,1%	69,1%	15,4%	7,1%	0,0%	100%	1,44	-	-	-	
Normandie-France	-	0,6%	14,1%	66,5%	12,6%	11,8%	0,0%	100%	1,33	52	61	-	
E Normandie	-	1,9%	0,0%	61,7%	31,5%	4,9%	0,0%	100%	1,46	29	28	-	
E Normandie	-	4,3%	3,3%	69,7%	27,9%	0,0%	0,0%	100%	1,37	19	19	-	
E Normandie	-	0,0%	8,1%	63,0%	12,0%	14,1%	2,0%	100%	1,49	3	47	-	
E Normandie	-	5,3%	31,3%	26,0%	20,3%	14,3%	0,0%	100%	1,33	40	33	-	
E Normandie	-	1,6%	4,5%	60,0%	11,9%	17,7%	0,0%	100%	1,31	48	48	-	
Normandie	-	3,3%	4,5%	61,7%	19,9%	8,2%	0,0%	100%	1,34	27	33	-	
E Normandie	-	2,0%	15,0%	66,3%	14,0%	2,7%	0,0%	100%	1,39	21	52	-	
E Normandie	-	1,4%	0,0%	64,4%	2,7%	18,4%	0,0%	100%	1,31	14	38	-	
E Normandie	-	2,6%	5,4%	62,2%	9,5%	18,9%	1,4%	100%	1,39	19	20	-	
E Normandie	-	4,9%	8,2%	41,0%	24,4%	16,7%	0,0%	100%	1,48	18	18	-	
E Normandie	-	1,0%	3,0%	25,1%	63,5%	2,8%	0,0%	100%	1,32	10	16	-	
Normandie-Val de Loire	-	2,3%	5,7%	57,3%	19,3%	4,1%	0,5%	100%	1,34	16	20	-	
E Normandie	-	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,48	100	100	-	
E Normandie	-	0,0%	0,0%	97,4%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,41	127	60	-	
E Normandie	-	2,5%	35,4%	57,2%	23,9%	0,0%	0,0%	100%	1,44	21	26	-	
E Normandie	-	12,6%	12,6%	14,0%	20,0%	11,3%	0,0%	100%	1,51	29	7	-	
E Normandie	-	1,4%	5,9%	73,9%	0,0%	23,8%	0,0%	100%	0,77	-	-	-	
E Normandie	-	5,5%	0,0%	92,5%	0,0%	1,1%	0,0%	100%	1,35	66	29	-	
Normandie-Alpes-Côte d'Azur	-	2,4%	6,4%	63,2%	0,9%	0,0%	0,0%	100%	1,23	146	29	-	
E Normandie	-	4,1%	10,8%	54,1%	29,1%	0,0%	0,0%	100%	1,33	118	106	-	
E Normandie	-	6,1%	0,0%	64,4%	0,0%	29,5%	0,0%	100%	1,40	72	93	-	
E Normandie	-	7,1%	0,0%	31,3%	42,6%	16,7%	0,0%	100%	1,49	8	8	-	
E Normandie	-	2,9%	14,7%	64,7%	14,7%	2,9%	0,0%	100%	1,32	60	55	-	
E Normandie	-	1,9%	0,0%	43,5%	21,3%	29,5%	1,7%	100%	1,48	47	47	-	
E Normandie	-	1,2%	6,8%	60,2%	21,5%	10,3%	0,0%	100%	1,49	-	-	-	
E Normandie	-	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,03	48	46	-	
E Normandie	-	1,4%	12,1%	73,3%	6,5%	6,4%	0,0%	100%	1,46	30	49	-	
E Normandie	-	0,6%	37,7%	60,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,43	17	19	-	
E Normandie	-	2,1%	3,0%	79,2%	1,3%	15,5%	0,0%	100%	1,49	15	14	-	
E Normandie	-	3,4%	12,3%	69,7%	8,1%	13,9%	0,0%	100%	1,29	62	62	-	
E Normandie	-	2,9%	4,3%	62,3%	30,4%	0,0%	0,0%	100%	1,24	6	6	-	
Auvergne-Rhône-Alpes	-	2,5%	5,6%	63,4%	7,4%	4,8%	0,0%	100%	1,31	45	42	-	
France métropolitaine hors DOM	-	3,4%	14,2%	61,4%	10,8%	13,7%	0,1%	100%	1,35	37	40	-	
Guadeloupe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Martinique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mayotte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Réunion	-	5,1%	11,5%	73,1%	10,3%	0,0%	0,0%	100%	1,24	-	100	-	
DOM	-	5,1%	11,3%	73,1%	10,3%	0,0%	0,0%	100%	1,24	-	100	-	
France (métropole et DOM)	-	3,6%	9,4%	60,3%	14,4%	11,0%	1,1%	100%	1,32	37	36	-	

**Annexe 8: Tableau de calcul de la DGF d'un service délégué aux prestations familiales par financeur public**

Montant de la DGF allouée en 2018

Prestation sociale la plus élevée versée par	Nombre de familles au 31/12/2016 (MJAGBF-MJAGBF doublée d'une MAJ-TPSE)	% de la DGF	Montant DGF
la CAF		0,0%	-
la MSA		0,0%	-
la CARSAT		0,0%	-
Régime spécial (Indiquez ci-contre le nom du régime spécial)		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>